

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1657

11 juillet 2013

SOMMAIRE

4IP Fund Management S.A.	79502	Goldfruits S.à.r.l.	79495
Aesa S.à r.l.	79501	Gopal S.A.	79495
AIG European Real Estate S.à r.l.	79536	Grocer Holding S.A.	79490
Alden S.A.	79502	Hadopa Investissements S.à r.l.	79496
Alpcot Active	79535	Herald Level 1 Lux Holding S.à r.l.	79496
Avatarius S.A.	79498	Herald Lux Finance S.à r.l.	79496
Azimuth International S.à r.l.	79497	Heswall Holding S.à r.l.	79536
Bain Capital SHIP S.à r.l.	79494	H & F Wings Lux 3 S.à r.l.	79495
Balta Finance S.à.r.l.	79490	IMJA S.A.	79500
Barylux S.A.	79493	insideOut Communication S.à r.l.	79491
Barysud S.A.	79494	Itteic Monde S.A.	79499
Bergamaux Finance S.A.	79491	Pentair Finance S.A.	79493
Cameco Luxembourg S.A.	79502	R.C.C. Ventures S.A.	79534
Capital Sports Investments S.à r.l.	79534	Sabadell BS Funds SICAV	79535
CF Special Opportunities S.A.	79492	Saxon Energy Services Holdings Sàrl	79497
City Mov'	79502	S.C. Holding S.A.	79498
Cobelfret International S.A.	79500	Seattle S.à r.l.	79499
Compagnie Financière du Haut-Rhin S.A.	79500	Seema Management S.à r.l.	79503
Crystal Aquamarine S.à r.l.	79491	Sharaf Holding Sàrl	79498
Delphi Luxembourg Holdings S.à r.l.	79503	Shield Investments III S.à r.l.	79497
Eurok S.A.	79500	Sidec S.A.	79492
Fast Track Diagnostics Luxembourg S.à r.l.	79495	Sorol S.A.	79499
Femab S.A.	79490	Super Price	79501
FG-Consult Lux	79490	Swiss Life REIM (Luxembourg) S.A.	79535
Fidelity Funds II	79500	Sword Investments 1 S. à r.l.	79493
Financière du Benelux S.A.	79494	Syncordis S.A.	79491
Finka S.A.	79490	Thiel AS Logistics A.G.	79491
Fintlux S.A.	79496	Weatherlight S.A.	79501
Franco Megissi S.A.	79495	White Martins & White Martins - Comé- rcio e Serviços, S.à r.l.	79492
FTF Galleon S.A.	79496	Winnebago Holdings S.à r.l.	79501
Gerthoma Number Two S.A.	79494	X Septembre Gallery	79492

FG-Consult Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 4, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 165.936.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013068290/10.

(130084249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Balta Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 101.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013068144/10.

(130084721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Finka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 158.456.

Les bilan et annexes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 mai 2013.

Référence de publication: 2013068295/10.

(130084633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Femab S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7217 Bereldange, 59, rue de Bridel.
R.C.S. Luxembourg B 84.902.

Résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 23 mai 2013:

«L'assemblée générale décide à l'unanimité de reconduire les mandats des administrateurs jusqu'à l'assemblée générale qui aura lieu en l'année 2016. L'assemblée générale décide à l'unanimité de confier le mandat de commissaire aux comptes à M. Joel Schons, né le 29 janvier 1973 à Luxembourg et résidant professionnellement 96, rue du Kiem L-8030 Strassen, et ce également jusqu'à l'AGO qui sera tenue en l'année 2016.»

Bereldange, le 23 mai 2013.

Référence de publication: 2013068288/13.

(130084059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Grocer Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.
R.C.S. Luxembourg B 78.419.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2013.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013068322/11.

(130084027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Crystal Aquamarine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 32.250,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 149.670.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 mai 2013.

Référence de publication: 2013068893/10.

(130085613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Thiel AS Logistics A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Längten.
R.C.S. Luxembourg B 75.394.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069472/9.

(130085320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Syncordis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 105, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 105.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SYNCORDIS SA

Signature

Référence de publication: 2013068003/11.

(130083883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

insideOut Communication S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4A, Op der Haart.
R.C.S. Luxembourg B 168.441.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 3 janvier 2013

L'Assemblée Générale décide comme suit:

Le siège de la société se trouve maintenant à l'adresse suivante; Op der Haart 4A, L-9999 Wemperhardt.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 28 mai 2013.

Pour insideOut Communication S.A.R.L., Société à responsabilité limitée.

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2013068078/14.

(130084269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Bergamaux Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 132.615.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2012.

Référence de publication: 2013068162/10.

(130084156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

White Martins & White Martins - Comércio e Serviços, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 97.330,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 165.539.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 mai 2013.

Référence de publication: 2013069504/10.

(130085577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

X Septembre Gallery, Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 137, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 159.883.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069510/9.

(130085296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Sidec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 89.285.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu en date du 15 mai 2013 que Monsieur Olivier LIEGEOIS a été nommé président du Conseil d'Administration.

De plus, il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 24 mai 2013 que le mandat des personnes suivantes a été renouvelé et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes clos au 31 décembre 2017:

- Monsieur Patrick MOINET, administrateur et administrateur-délégué;
 - Monsieur Luc GERONDAL, administrateur;
 - Monsieur Olivier LIEGEOIS, administrateur et président du conseil d'administration;
- et
- BF Consulting S.à r.l., Commissaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013067990/20.

(130083673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

CF Special Opportunities S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 150.089.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 16 avril 2013

Est nommé président du conseil d'administration Monsieur Murad IKHTIAR, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour extrait conforme,
Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013068204/15.

(130084502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Sword Investments 1 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 144.742.

Par résolutions signées en date du 21 mai 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission, avec effet au 1^{er} mai 2013, de Yves Cheret, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant;
- nomination, avec effet au 1^{er} mai 2013, de Franck Doineau, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013067975/15.

(130083736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Pentair Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 166.305.

En date du 8 mai 2013, l'actionnaire unique de la Société a décidé de nommer Monsieur Benjamin Peric, ayant comme adresse professionnelle 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, comme administrateur de la Société, avec effet au 8 mai 2013 pour un mandat qui prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle devant statuer sur les comptes annuels clôturés en 2012.

En conséquence de quoi, le conseil d'administration de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Mark Charles Borin
- Roberto Garea
- Michael Gerald Meyer
- Christopher Rush Oster
- Benjamin Peric

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Pentair Finance S.A.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013067897/21.

(130083439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Barylux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 127.683.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration en date du 23 mai 2013

Mme Katia CAMBON, administrateur de sociétés, née à Le Raincy (France), le 24 mai 1972, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été cooptée comme administrateur en remplacement de M. Xavier SOULARD, administrateur démissionnaire, dont elle achèvera le mandat qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour BARYLUX S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013068159/17.

(130084221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Barysud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.
R.C.S. Luxembourg B 123.378.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration en date du 23 mai 2013

Mme Stéphanie MEYER, administrateur de sociétés, née à Saint-Mard (Belgique), le 14 août 1987, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été cooptée comme administrateur en remplacement de M. Xavier SOULARD, administrateur démissionnaire, dont elle achèvera le mandat qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour BARYSUD S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013068160/17.

(130084228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Gerthoma Number Two S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 58.358.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 19/04/2013 à Luxembourg

L'Assemblée renouvelle pour une période de 6 ans le mandat des Administrateurs et du Commissaire sortants, à savoir Messieurs ABID Nasir, 10, rue Alexandre Fleming, L-1525 Luxembourg, GILLET Etienne, 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, SCHAEFFER Nico, 12, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, SCHAEFFER Nicolas JR, 12, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, en tant qu'administrateurs et la société AUDITEX S.A.R.L., 3A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2019.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013068310/17.

(130084139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Bain Capital SHIP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.120.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 158.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 May 2013.

Référence de publication: 2013068142/10.

(130083946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Financière du Benelux S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 26.813.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013068292/10.

(130083897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Fast Track Diagnostics Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.

R.C.S. Luxembourg B 123.369.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013068286/11.

(130084580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Franco Megissi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2670 Luxembourg, 21, boulevard de Verdun.

R.C.S. Luxembourg B 27.194.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/05/2013.

Référence de publication: 2013068300/10.

(130084524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Goldfruits S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3209 Bettembourg, 3A, Leischemer.

R.C.S. Luxembourg B 100.215.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013068316/10.

(130084597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

H & F Wings Lux 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.180.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013068323/10.

(130084464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Gopal S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 400.000,00.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 162.960.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 28 février 2013

Démission de son poste d'administrateur-délégué

- Monsieur Gabriel KLEIN

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068317/12.

(130083998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Fintlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 72.645.

Les comptes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FINTLUX S.A.

DE BERNARDI Alexis / DONATI Régis

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013068297/12.

(130084337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

FTF Galleon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 154.340.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013068301/13.

(130083893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Herald Level 1 Lux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 114.435.

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068328/9.

(130084691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Herald Lux Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2530 Gasperich, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 114.434.

Les comptes annuels au September 30, 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068329/9.

(130084692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Hadopa Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 85.719.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013068336/11.

(130084450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Shield Investments III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 168.010.

Par résolutions signées en date du 21 mai 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission, avec effet au 1^{er} mai 2013, de Yves Cheret, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant;
- nomination, avec effet au 1^{er} mai 2013, de Franck Doineau, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013067965/15.

(130083805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Saxon Energy Services Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.447.874,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 138.595.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 15 mai 2013.

En date du 15 mai 2013 l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Jim McKee, en tant que gérant de Classe A de la Société et ce avec effet rétroactif au 26 avril 2013.
- de nommer Kevin Niddrie, comptable, né le 17 décembre 1979 à Calgary au Canada, demeurant professionnellement au 1700 - 700, 4th Avenue SW, T2P3J4 Calgary, Alberta, Canada, en tant que gérant de Classe A de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet rétroactif au 26 avril 2013.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérant de Classe A:

- Kevin Niddrie

Gérants de Classe B:

- Hille-Paul Schut
- ATC Management (Luxembourg) S. à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2013067957/25.

(130083733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Azimuth International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 155.239.

EXTRAIT

Veillez prendre note que la Société accepte la démission de M Ivo Hemelraad comme gérant A, avec effet au 28 mai 2013.

Pour extrait confirme
Luxembourg, le 28 mai 2013.

Référence de publication: 2013068139/13.

(130084076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

S.C. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 141.366.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 30 avril 2013 que:

Monsieur Roberto DE LUCA a démissionné de sa fonction d'administrateur.

Madame Elena LATORRE, employée privée, née le 6 décembre 1975 à Luxembourg domicilié professionnellement au 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg a été nommée en son remplacement.

En outre, l'assemblée décide de renouveler les mandats suivants:

Monsieur Alfredo SERICA, employé privé, demeurant professionnellement à 18, Via Ceresio I-Luvigliana, administrateur de type A et Président du Conseil d'administration.

Madame Valérie WESQUY, employée privée, demeurant professionnellement à 19, Boulevard Grande Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, administrateur de type B.

Ser.Com. Sàrl, commissaire aux comptes, ayant son siège social au 19 boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331, Luxembourg.

Les mandats suivants prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale qui se tiendra en 2019.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013067953/21.

(130083647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Sharaf Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 750.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 155.825.

Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 10 mai 2013, les décisions suivantes ont été prises:

Démission des gérants suivants à compter du 10 mai 2013:

- Monsieur Robert van 't Hooft, en qualité de gérant de classe B de la Société.
- Monsieur Martinus Weijermans, en qualité de gérant de classe B de la Société.

Nomination des gérants suivants à compter du 10 mai 2013 pour une durée indéterminée:

- Monsieur Fabrice Rota, ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de gérant de classe B de la Société.
- Monsieur Patrick van Denzen, ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de gérant de classe B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sharaf Holding S.à r.l.

Patrick van Denzen

Gérant B

Référence de publication: 2013067964/21.

(130083146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Avatarius S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 153.345.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 mai 2013.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013068137/11.

(130084012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Seattle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 152.633.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 20 mai 2013

En date du 20 mai 2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Heinz GRABHER de son mandat de gérant A de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Monsieur Markus SUMMER, né le 9 avril 1973 à Feldkirch, Autriche, ayant comme adresse professionnelle: 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein, en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Markus SUMMER, gérant A
- Monsieur Johannes BURGER, gérant A
- Madame Catherine KOCH, gérant B
- Monsieur Michel RAFFOUL, gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Seattle S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013067960/23.

(130083799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Sorol S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 72.441.

- - Constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à L-Hesperange, en date du 26 octobre 1999, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 14 du 1^{er} janvier 2000.

Il résulte du procès verbal de l'assemblée générale ordinaire de la société, qui s'est tenue en date du 14 janvier 2013 à Luxembourg, que les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité des voix:

- on été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019, les mandats suivants:

- 1) Monsieur Jean Faber, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt: administrateur et président du conseil d'administration;
- 2) Monsieur Lionel Capiaux, employé privé, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt: administrateur;
- 3) Mademoiselle Jeanne Piek, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt: administrateur;
- 4) Revilux S.A., avec siège social à L-2450 Luxembourg, 17, boulevard Roosevelt et inscrite au RCS de et à Luxembourg sous le numéro B-25.549: commissaire aux comptes.

Pour la société SOROL S.A.

Fiduciaire Fernand Faber

Référence de publication: 2013067997/22.

(130083777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Itteic Monde S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4750 Pétange, 30, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 102.702.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068399/9.

(130084458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Cobelfret International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 35.480.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Jadot / P. Traen

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013068926/11.

(130085165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Compagnie Financière du Haut-Rhin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 41.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour COMPAGNIE FINANCIERE DU HAUT-RHIN S.A.**Intertrust (Luxembourg) S.A.*

Référence de publication: 2013068933/11.

(130085426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Fidelity Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 76.939.

Le bilan au 31 janvier 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 Mai 2013.

Fidelity Funds II

Director

Référence de publication: 2013069048/12.

(130085261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Eurok S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1867 Howald, 18, rue Ferdinand Kuhn.

R.C.S. Luxembourg B 93.935.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 10/05/2013.

L'Administrateur délégué

Référence de publication: 2013069025/11.

(130084850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

IMJA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8325 Capellen, 98, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 134.798.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068372/9.

(130084601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Super Price, Société Anonyme.

Siège social: L-4959 Bascharage, 13, Zone Artisanale Op Zaemer.
R.C.S. Luxembourg B 101.338.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013068002/14.

(130083821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Winnebago Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.010.000,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 167.395.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2013068042/11.

(130083178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Weatherlight S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 125.302.

Décision de l'administrateur unique en date de 10 mai 2013

L'administrateur unique décide de transférer le siège social de la société du 6, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg au 42-44, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg à partir du 15 mai 2013.

Luxembourg, le 10 mai 2013.

Sven Lemmes
Administrateur unique

Référence de publication: 2013068046/13.

(130083144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Aesa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 170.000.

Par résolutions signées en date du 15 mai 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission, avec effet au 30 avril 2013, de Yves Cheret, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de classe B;
- nomination, avec effet au 30 avril 2013, de Pascale Nutz, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 mai 2013.

Référence de publication: 2013068083/15.

(130084001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

4IP Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 123.988.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 24 mai 2013.

Pour 4IP Fund Management S.A.

Société anonyme

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2013068053/15.

(130083348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Alden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 80.566.

Le 16 mai 2013, Madame Elise LETHUILLIER, Messieurs Marc AMBROISIEN et Reinald LOUTSCH ont démissionné avec effet immédiat de leur mandat d'Administrateur de la société.

A la même date, H.R.T. REVISION SARL, ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, a démissionné avec effet immédiat de son poste de Commissaire aux Comptes de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2013.

Pour la Société

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

Signatures

Le domiciliataire

Référence de publication: 2013068061/17.

(130083682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Cameco Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 68.998.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CAMECO LUXEMBOURG S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013068895/11.

(130085475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

City Mov', Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.
R.C.S. Luxembourg B 110.386.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013068920/11.

(130084956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Seema Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 19.969.455,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 135.615.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 8 mai 2013, a décidé d'accepter:

- la démission de Puneet Gulati en qualité de gérant B de la Société avec effet au 15 avril 2013;
- la nomination avec effet au 15 avril 2013 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant B de la Société de Brian Bytof, né en Pennsylvanie (Etats-Unis d'Amérique), le 25 août 1973, et ayant son adresse professionnelle au 1065, Avenue of the Americas, NY-10018 New-York, Etats-Unis d'Amérique.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 15 avril 2013, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, Gérant A
- Alain STEICHEN, Gérant A
- Alfheidur SAEMUNDSSON, Gérant B
- Brian BYTOF, Gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Marielle Stijger
Gérant A

Référence de publication: 2013067961/22.

(130083540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Delphi Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 430.008,62.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 174.174.

In the year two thousand and thirteen, on the third of June.

Before the undersigned Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Delphi Investor S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 174125,

duly represented by Me. Brian Gillot, maître en droit, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31st May 2013;

2) Orymil Industrial Mining Quarrying and Shipping S.A., a société anonyme with distinctive title ORYMIL S.A. incorporated under the Laws of Greece, registered with the Greek Société Anonyme Register under number 04827/001/B/86/4825, and whose registered office is at 21 Amerikis Street, 10672 Athens, Greece, ("ORYMIL"),

duly represented by Me. Andreea Antonescu, maître en droit, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31st May 2013;

3) AVGI S.A. Exploitation of Real Estate, a société anonyme with distinctive title AVGI REAL ESTATE S.A. incorporated under the Laws of Greece, registered with the Greek Société Anonyme Register under number 56957/001/B/04/0279, and whose registered office is at 21A Amerikis Street, 10672 Athens, Greece, ("AVGI"),

duly represented by Me. Andreea Antonescu, maître en droit, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31st May 2013;

4) Blue Crest Holding S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, whose registration number with the Luxembourg Trade and Companies Register is B 166218 ("Blue Crest"),

duly represented by Me. Andreea Antonescu, maître en droit, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31st May 2013;

5) Blue Water Holding S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, whose registration number with the Luxembourg Trade and Companies Register is B 166.221 (the "Blue Water"),

duly represented by Me. Andreea Antonescu, maître en droit, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31st May 2013;

6) High Gate Holding S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, whose registration number with the Luxembourg Trade and Companies Register is B 166217 (the "High Gate"),

duly represented by Me. Andreea Antonescu, maître en droit, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31st May 2013;

7) Mr. Odysseus Kyriakopoulos, son of Paraskevas and Aikaterini, resident of Psychico Attica, Diamantidou 70 str., having an ID number AH-042868/22.09.2009 issued at the Psychico Police Precinct (Tax Registration Number 011600625 - Tax Authority of Psychico),

duly represented by Me. Andreea Antonescu, maître en droit, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31st May 2013;

8) Ms. Flora Maria Kyriakopoulou, daughter of Paraskevas and Aikaterini resident of Athens, Dinokratous 61 str., having an ID number AE 0533408/07.06.2007 issued at the Syntagma Police Precinct (Tax Registration Number 034163651 - Tax Authority of I' Athens)

duly represented by Me Andreea Antonescu, maître en droit, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31st May 2013;

9) Ms. Cathrin Kitty Kyriakopoulos, widow of Paraskevas Kyriakopoulos, daughter of Georgios Iliopoulos, resident of Kifisia Attica, Levidou 45 and Kefalinias str, having an ID number X-661640/15.04.2005 issued at the Syntagma Police Precinct (Tax Registration Number 000081680 - Tax Authority of Kifisia),

duly represented by Me. Andreea Antonescu, maître en droit, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 31st May 2013;

The above proxies, after having been signed ne varietur by the proxy-holders and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of Delphi Luxembourg Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 174174, incorporated on 12 December 2012 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, published with the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations no. 126 on 18 January 2013. The articles of association have been last amended on 10 May 2013, pursuant to a deed of Me Jean-Joseph Wagner, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company").

The Shareholders then reviewed the following agenda (the "Agenda"):

Agenda

1. Reclassification into class A1 shares of 10,996,101 of the current class A shares of the Company which will be subject to pledges in favour of certain banks to be granted on or about 31 May 2013 or at any suitable date thereafter (the "Pledges") as follows:

Blue Water Holding SA: 898,382 class A1 shares,

High Gate Holding SA: 612,483 class A1 shares;

Blue Crest Holding SA: 4,039,021 class A1 shares;

Flora Maria Kyriakopoulou: 3,157,048 class A1 shares;

Ulysses Kyriakopoulos 2,289,167 class A1 shares, as such distribution of shares amongst these shareholders may change from time to time.

2. Determination of the rights attached to the class A1 shares;

3. Subsequent amendment and restatement of the articles of association of the Company in order to reflect the above.

Further to the review of the different items composing the Agenda, the Shareholders, representing the entire share capital of the Company, requested the notary to act the following resolutions:

First Resolution

The Shareholders unanimously resolved to reclassify into Class A1 shares 10,996,101 of the current class A shares of the Company which will be subject to the pledges as follows:

Blue Water Holding SA: 898,382 class A1 shares,

High Gate Holding SA: 612,483 class A1 shares;

Blue Crest Holding SA: 4,039,021 class A1 shares;

Flora Maria Kyriakopoulou: 3.157.048 class A1 shares;

Ulysses Kyriakopoulos 2.289.167 class A1 shares, as such distribution of shares amongst these shareholders may change from time to time.

Second Resolution

The Shareholders unanimously resolved to determine the rights attached to the class A1 shares as follows: (i) the class A1 shares have the same features and rights as the Class A shares of the Company except that if some or all of the class A1 shares are transferred, further to an enforcement of the pledge(s) in accordance with their terms to a non existing shareholder of the Company at the time or other than to an Affiliate (as defined in the articles of association of the Company) of an existing shareholder of the Company at the time, such class A1 shares will have the following features: (i) they will be free from any transfer restrictions except those legally provided for by article 189 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended, (ii) they will not benefit from the contractual rights provided for under the articles of association of the Company in relation to the Class A shares except for the rights to vote and to the economic rights of the Class A shares (i.e. to participate in the profits and losses in the Company) and that (ii) the transfer restrictions and other conditions to registration of transfer in the share register would not apply in case of unanimous approval of the shareholders

Third Resolution

In order to reflect the above, the Shareholders unanimously resolved to amend and fully restate the articles of association of the company as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owners of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société à responsabilité limitée under the name of "Delphi Luxembourg Holdings S.à r.l." (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, in accordance with article 12 of these articles of association.

Art. 3. Purpose.

3.1. The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of participations, interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities of the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as any equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio.

3.2. The Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.3. The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may especially:

- raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities such as Instruments or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, on a private basis and subject to the terms and conditions of the law;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 4. Registered office.

4.1. The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2. Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and Transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1. The Company's share capital is set at four hundred thirty thousand eight euro and sixty-two euro cent (EUR 430,008.62), consisting of twelve million one hundred sixty nine thousand two hundred and sixty one (12,169,261) class A shares, and ten million nine hundred ninety six thousand one hundred and one (10,996,101) Class A1 shares and of nineteen million eight hundred thirty-five thousand five hundred (19,835,500) class B shares having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each.

5.2. Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3. The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholders or the board of managers as the case may be, subject to the Law, the Shareholders' Agreement and these articles of association.

5.4. Any shares subscribed for, allotted to or issued to the Investor, shall be class B shares and any shares subscribed for, allotted to or issued to a Family Holdco shall be class A shares.

Art. 6. Shares.

6.1. The Company's share capital is divided into three classes of shares, class A shares, Class A1 shares and class B shares, each of them having the same par value.

6.2. The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3. A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5. The Company may repurchase or redeem its own shares. The repurchased or redeemed shares may be cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.6. The Company's shares are in registered form.

6.7. Save as otherwise provided in these articles of association or the Shareholders' Agreement, the Company's shares and Instruments shall be offered for subscription to current Shareholders of the Company on a pro rata basis prior to being allotted or issued for cash to any other person.

Art. 7. Register of shareholders.

7.1. A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2. Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and Transfer of shares.

8.1. Proof of ownership of shares shall be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders shall be issued on demand and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2. The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons (except in case of usufruct), they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated. Usufruct and bare ownership rights may be created over the class A shares of the Company, but only in favour of a Family Entity and in accordance with the Shareholders' Agreement. In such case, the regime regarding the exercise of voting and other rights attaching to any such shares, shall be notified to the Company by the usufructuaries and bare owners.

8.3. The Company's Ordinary Shares and any other Instruments issued by it shall be transferable subject to the provisions of these articles of association and to any restrictions on transferability imposed by the Shareholders' Agreement, including, without limitation, with respect to rights of first offer, tag along rights and drag along rights to the extent set forth in such agreement, as the case may be. In particular, no Class A Shareholder and Class B Shareholder shall transfer any of its shares or Instruments held in the Company, except:

(i) in the case of a transfer to be made to an existing shareholder or shareholders in accordance with the terms of the Shareholders' Agreement or otherwise with the written consent of the Class A Shareholders (given on their behalf by the Family Representative) and the Class B Shareholders; or

(ii) in the case of a transfer to a third party either (a) with authorization granted by the Class A Shareholders and the Class B Shareholders, including the transferor, representing in the aggregate at least seventy-five per cent (75%) of the share capital and unless the transfer is made pursuant to and in accordance with the terms of the Shareholders' Agreement, with the consent of the Class A Shareholders (given on their behalf by the Family Representative) and the Class B Shareholders; without prejudice in each case to any further restrictions in terms of transfer which may be contained in the Shareholders' Agreement or (b) in the event of the death of an individual shareholder, a mandatory transfer by reason of death to the reserved heirs (héritaires réservataires) or the surviving spouse or other legal heirs, as the case may be, provided such person is a Family Entity and the transfer is made in accordance with the Shareholders' Agreement.

Irrespective of the above and any other provision in these articles of association, a transfer of shares is always possible if it has been unanimously approved by the Class A Shareholders and the Class B Shareholders.

8.4. Any transfer of Ordinary Shares to the Investor, to members of its Shareholder Group or to funds managed by the Investor or by a member of its Shareholder Group pursuant to the Shareholders' Agreement or otherwise shall be a transfer of class B shares and to the extent that the Ordinary Shares being transferred are class A shares they shall be redesignated as class B shares on or prior to such transfer at a relevant extraordinary shareholders' meeting of the Company to take place before a notary public.

8.5. Any transfer of Ordinary Shares to a Family Entity (or its nominee) pursuant to Shareholders' Agreement or otherwise shall be a transfer of class A shares and to the extent that the Ordinary Shares being transferred are class B shares they shall be redesignated as class A shares on or prior to such transfer at a relevant extraordinary shareholders' meeting of the Company to take place before a notary public.

8.6. Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private seal or in notarised form, as the case may be, and, subject to satisfaction of any conditions to transfer which may be contained in the Shareholders' Agreement, such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers may record the transfer in the register of shareholders.

8.7. The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent. The Company shall not recognize, and its managers shall not record in the Company's register of shareholders any transfer of shares in violation of mandatory Luxembourg law, these articles of association or the Shareholders' Agreement. Except in the case of a transfer which forms part of an Exit (as defined in the Shareholders' Agreement), no person shall be registered as a holder of shares in the Company unless they have entered into a deed of adherence to the Shareholders' Agreement except as otherwise unanimously agreed by the Shareholders.

C. General Meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1. The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2. If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

9.3. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

9.4. In the case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1. The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers, by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from the end of the Company's financial year.

10.3. The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.4. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders - Vote by resolution in writing.

11.1. A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2. An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3. Quorum and vote

11.3.1. Each share entitles to one (1) vote.

11.3.2. Unless otherwise provided by law or by these articles of association, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented but subject always to article 22 of these articles of association, as appropriate.

11.3.3. Specific matters -Shareholder reserved matters

For the purpose of resolving on any specific items which may be considered a Reserved Matter or a Minority Reserved Matter in these articles of association and in the Shareholders' Agreement, the resolutions relating to such matters shall be adopted, subject to the terms set out in the Shareholders' Agreement and under article 22 of these articles of association. The shareholders shall not take any decision or action in relation to any of the matters provided for in article 22 of these articles, save as set out in that article.

11.4. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.5. Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.6. Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking with a cross the appropriate box. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

11.7. The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law and article 11.3.3, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a (i) majority in number of shareholders (ii) representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least.

Art. 13. Minutes of general meetings of shareholders.

13.1. The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

13.2. The sole shareholder, as the case may be, shall also draw up and sign minutes of his/her/its resolutions.

13.3. Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

D. Management

Art. 14. Powers of the board of managers.

14.1. The Company shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders of the Company. The board of managers shall be the corporate body in charge of the Company's management and representation and shall be constituted in accordance with the provisions of article 15 and article 16. The Company shall have Class A Managers and Class B Managers. It may also have Class C Managers in accordance with the provisions of these articles of association.

To the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole manager".

14.2. The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder (s).

14.3. To the fullest extent permitted by law, the Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4. The Company may grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

Art. 15. Composition of the board of managers.

15.1 The board of managers shall choose from among its members, out of a list of candidates proposed by the Class A Shareholder, a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

15.2 The Company's board of managers shall be composed in accordance with the provisions of article 16.3 below and shall consist of a maximum number of nine (9) managers. The maximum number of managers may be adjusted from time to time pursuant to the terms of the Shareholders' Agreement.

Art. 16. Proposal, Election and Removal of managers and Term of the office.

16.1. In accordance with the provisions of Article 16.3, the Class A Shareholders and the Class B Shareholders shall be entitled at any time and from time to time to propose a list with names of candidates to be appointed by the general meeting of shareholders of the Company on the basis set out in Article 16.3 as, (i) in the case of the Class A Shareholders, Class A Manager, and (ii) in the case of the Class B Shareholder, Class B Manager.

16.2. In addition to the Class A Managers to be proposed by the Class A Shareholders and the Class B Managers to be proposed by the Class B Shareholders, the Class A Shareholders and the Class B Shareholders, respectively, shall be entitled, in the proportions set out under article 16.3 below, to propose a list with the names of candidates to be appointed by the general meeting of shareholders of the Company as Class C Managers.

16.3. Proposal of managers

The Class A Shareholders, acting jointly, and the Class B Shareholder shall be entitled, in their absolute discretion, by written notice to the Company, to propose to appoint one manager for each complete ten per cent (10%) of the aggregate number of Company's shares held by each of them at the relevant time, as follows:

Percentage of Ordinary Shares	Number of managers
More than ninety per cent (90%)	Nine (9) (to include at least three (3) Class C Managers)
More than eighty per cent (80%) but ninety per cent (90%) or less	Eight (8) (to include at least three (3) Class C Managers)
More than seventy per cent (70%) but eighty per cent (80%) or less	Seven (7) (to include at least two (2) Class C Managers)
More than sixty per cent (60%) but seventy per cent (70%) or less	Six (6) (to include at least two (2) Class C Managers)
More than fifty per cent (50%) but sixty per cent (60%) or less	Five (5) (to include at least two (2) Class C Managers)
More than forty per cent (40%) but fifty per cent (50%) or less	Four (4) (to include at least one (1) Class C Manager)
More than thirty per cent (30%) but forty per cent (40%) or less	Three (3) (to include at least one (1) Class C Manager)
More than twenty per cent (20%) but thirty per cent (30%) or less	Two (2)
More than ten per cent (10%) but twenty per cent (20%) or less	One (1)

16.4. Any Class C Manager proposed for appointment by the Class A Shareholders and/or the Class B Shareholder shall be independent of the proposing party, and shall have relevant sector expertise and repute and shall be appointed following consultation between the Class A Shareholders and the Class B Shareholders.

16.5. For so long as the Rhône Partnership holds (directly or indirectly) any Ordinary Shares it shall have the right from time to time by giving written notice to the Company to propose for appointment one person to be a Class B Manager who shall be called the "Rhône VCOC Manager" and to propose for removal from office any manager so

appointed and to nominate another in his place, in each case by notice in writing to the Company. The rights of the Rhône Partnership to propose for appointment and removal of the Rhône VCOC Manager under this article 16.5 may be exercised by such representative of the Rhône Partnership as it may nominate from time to time (such rights being exercised, on the date hereof, by the Investor). If a Rhône VCOC Manager is appointed, the number of Class B Manager which the Class B Shareholder is entitled to propose for appointment pursuant to article 16.3 shall be reduced by one.

16.6. Where the Class A Shareholders or the Class B Shareholders, respectively, hold ten per cent (10%) or less of all the shares issued by the Company, such Class A Shareholders or Class B Shareholders shall have no right to propose any list with names of candidates to be appointed as managers by the general meeting of shareholders of the Company or to maintain any member it may have proposed as member of the board of managers.

16.7. Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders in accordance with the terms of the Shareholders' Agreement. In particular, the Class A Shareholders acting jointly and the Class B Shareholder shall have the right to propose the removal of a manager appointed following his proposal and propose to appoint another manager to replace him following the procedure described under article 16.3 above, and the other Shareholders shall vote in favour of such a removal. A manager, who is also shareholder of the Company, shall not be excluded from voting on his/her/its own revocation.

16.8. Any manager shall hold office until its/his/her successor, if applicable, is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

16.9. The managers, the members of the executive committee, the audit committee and the remuneration committee (as these committees are described under article 21 of these articles of association) shall be entitled to reimbursement by the Company of all reasonable costs and expenses (including travel expenses plus VAT or any overseas equivalent) reasonably incurred by the relevant persons in connection with the performance of their duties as managers or members of any such committee.

Art. 17. Convening meetings of the board of managers.

17.1. The board of managers shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

17.2. Written notice of any meeting of the board of managers must be given to each manager five (5) Business Days at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication. If any manager believes that a meeting of the board of managers is required urgently to consider, or take, a material time sensitive decision in relation to the business of the Company or any of its direct or indirect subsidiaries, only twenty-four (24) hours' notice shall be required. An agenda specifying in reasonable detail the issues to be considered at such meeting shall be distributed to all the managers with the notice of the meeting. No resolution of the board of managers shall be passed and no business transacted at a board meeting except as was fairly disclosed in the agenda for such meeting unless otherwise agreed by a Class A Manager and a Class B Manager (in each case excluding the Class C Managers). A convening notice may be waived with the consent of each manager and presence at a board meeting, whether in person or by telephone or other electronic means, shall constitute a waiver of notice. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.

18.1. The chairman of the board of managers shall preside at all meeting of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another Class A Manager as chairman pro tempore.

18.2. Quorum

The board of managers can deliberate or act validly only if (i) at least a majority of its members (ii) including one (1) Class A Manager, one (1) Class B Manager (for so long as the Class B Shareholder holds more than ten per cent (10%) of the share capital of the Company) and one (1) Class C Manager (for so long as the Class B Shareholder holds more than one per cent (1%) but less than ten percent (10%) of the share capital of the Company and provided that at least one (1) Class C Manager has been appointed at the relevant time) are present or represented at a meeting of the board of managers. For so long as the board of managers is composed of Class A Managers and Class B Managers only and there are less than five (5) managers appointed, the quorum shall be one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager. If a quorum is not present or represented within sixty (60) minutes of the time set for that board meeting, the meeting may be re-convened with the same agenda by notice given in accordance with these articles of association and twenty-four (24) hours in advance of the re-convened meeting.

18.3. Vote

Decisions which are not Reserved Matters or Minority Reserved Matters in accordance with article 22 of these articles of association shall be taken by a simple majority of votes of the managers present or represented at such meeting. In the event of a deadlock, the chairman shall have a casting vote.

18.4. Specific matters - Board reserved matters

For the purpose of resolving on any specific items which may be considered a Reserved Matter or a Minority Reserved Matter in these articles of association and in the Shareholders' Agreement, the resolutions relating to such matters shall be adopted subject to compliance with the provisions of article 22 of these articles of association. The board of managers

shall not take any decision or action in relation to any of the matters provided for in article 22 of these articles of association, save as set out in that article.

18.5. Alternates

Any manager (other than a Class C Manager) may act at any meeting of the board of managers by appointing any other manager as his/her/its proxy by giving notice in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof, to (i) the persons indicated under the Shareholders' Agreement and (ii) the relevant manager. Any Class C Manager may act at any meeting of the board of managers by appointing a Class C Manager as his/her/its proxy by giving notice in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof, to (i) the persons indicated under the Shareholders' Agreement and (ii) the relevant manager. Any manager may represent one or several of his colleagues. An alternate shall be entitled to receive notice of all board of managers' meetings and attend and vote as such at any meeting at which the manager appointing him is not personally present, and generally in the absence of his appointor to do all the things which his appointor is authorised or empowered to do. A manager who is also an alternate shall be entitled, in the absence of his appointor: (i) to a separate vote on behalf of his appointor in addition to his own vote; and (ii) to be counted as part of the quorum of the board of managers on his own account and in respect of the manager for whom he is the alternate.

18.6. Any manager who participates in a meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board of managers held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office. Except in cases of emergency where managers may participate in a meeting held by means of such communication regardless of the country from which they participate, a meeting of the board of managers may only be held by such means of communication if less than half of the managers who participate in such meeting are physically present in a single country (other than Luxembourg) at the time of the meeting.

18.7. The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

18.8. Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company's interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant manager may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Where the Company has a sole manager and the sole manager has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole manager and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction. This article 18.8 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

18.9. In compliance with the provisions set out under the Shareholders' Agreement, in the event that any of the following is to be discussed or resolved upon by the board of managers article 18.11 shall apply:

- (i) any contract or proposed contract between the Company or another Group Company and a Class B Shareholder Entity;
 - (ii) any contract or proposed contract or course of dealing between the Company or another Group Company and a Class A Shareholder Entity; and
 - (iii) any claim, action or dispute between the Company or any of its direct or indirect subsidiaries and a Class A Shareholder Entity or a Class B Shareholder Entity; and
 - (iv) any Operation of Law Transfer.
- (each being a Conflict Situation).

18.10. Where any Conflict Situation arises:

- (i) the Class A Managers may require that the Class B Managers are excluded from the participation in discussion and/or the making of decisions at board of managers' meetings in respect of a Conflict Situation concerning a Class B Shareholder Entity;
- (ii) the Class B Managers may require that the Class A Managers are excluded from the participation in discussion and/or the making of decisions at board of managers' meetings in respect of a Conflict Situation concerning an entity related to a Class A Shareholder Entity;
- (iii) the Class A Managers shall not be counted in the quorum, nor shall they be entitled to vote, in respect of any meeting of the board of managers resolving on or discussing a Conflict Situation concerning a Class A Shareholder Entity, provided that no other business shall be transacted at that meeting of the board of managers; and

(iv) the Class B Managers shall not be counted in the quorum, nor shall they be entitled to vote, in respect of any meeting of the board of managers resolving on or discussing a Conflict Situation concerning a Class B Shareholder Entity, provided that no other business shall be transacted at that meeting of the board of managers.

Articles 18.10 and 18.11 do not apply to any decision by the board of managers in connection with any matters or corporate actions contemplated by the Shareholders' Agreement (including an Exit).

Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers.

19.1. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

19.2. In case of decisions to be taken by the board of managers in relation to "Reserved Matters" in compliance with the provisions of Article 22 below, the minutes of the board meeting shall be signed by the chairman (or the chairman pro tempore of the meeting to be appointed amongst the Class A managers, in case the chairman does not attend the meeting), one (1) Class B Manager and by the secretary, as the case may be.

19.3. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.4. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members (including at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager) or by the sole manager, as the case may be.

Art. 20. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of (i) a Class A Manager and a Class B Manager; or (ii) by the signature of the sole manager in case there is only one (1) Manager; or (iii) by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of managers or by the sole manager. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

Art. 21. Committees and Observers.

21.1. The board of managers of the Company shall be entitled to create standing committees in accordance with the provisions of the Shareholders' Agreement, including:

- (a) An executive committee, which shall be responsible for the day-to-day and operational management of the Company and its direct and indirect subsidiaries;
- (b) An audit committee; and
- (c) A remuneration committee.

21.2 In accordance with the provisions of the Shareholders' Agreement, each of the Class A Shareholder and the Class B Shareholder may be entitled to nominate an observer, who shall have the right to attend and speak at all meetings of the board of managers and of the executive committee but shall have no right to vote at such meetings.

E. Reserved matters

Art. 22. Reserved Matters - Minority reserved matters.

22.1 Subject to the provisions of the Shareholders' Agreement, no action or decision relating to any of the matters specified below under article 22.2 (being the Reserved Matters) shall be taken by the board of managers or the shareholders' meeting, or any officer or manager of the Company, without Class A Shareholder Consent (provided that at the relevant time the Family Holdcos, as defined in the Shareholders' Agreement together hold a number of Ordinary Shares representing more than fifteen per cent (15%) of the Ordinary Shares in issue) and Class B Shareholder Consent (provided that at the relevant time Class B Shareholder holds a number of Ordinary Shares representing more than fifteen per cent (15%) of the Ordinary Shares in issue). When calculating these percentages, only a reduction caused by sales of Ordinary Shares by the relevant shareholder shall be taken into account.

22.2 In accordance with the terms of the Shareholders' Agreement the Reserved Matters are as follows:

Constitutional and share structure

(i) Any amendment to the memorandum or articles of association or the equivalent constitutional documents of any member of the Group or the adoption of new articles of association or constitutional documents of any member of the Group.

(ii) The creation, allotment or issue of any shares or securities, including any further Shareholder Instruments by any member of the Group (other than in the context of a Listing) (together securities) or the grant or agreement to grant any option or interest (in the form of obligations convertible into shares or otherwise) over any securities or any uncalled capital of the relevant company, or any similar right, except as expressly provided for in the Shareholders' Agreement with regard to an Emergency Issue, other than where such issue of securities are between wholly-owned Group Companies only.

(iii) The capitalisation, repayment or other form of distribution of any amount standing to the credit of any reserve of any member of the Group or the redemption or purchase of any of its own shares or any other reorganisation or reduction of its share capital (excluding for these purposes the payment of any dividend).

- (iv) The repayment of capital or assets to members of any member of the Group.
- (v) The making of any petition or passing of any resolution for winding-up of the Company or any Material Subsidiary.
- (vi) The making of any arrangement with creditors generally or any application for an administration order or for the appointment of a receiver or administrator by the Company or any Material Subsidiary.
- (vii) Any change in the legal structure or status of any Group Company.

Conduct of the business of the Group

- (viii) Any material change in the nature or scope of the business of the Group, including the introduction or discontinuance of any material field of activity.
- (ix) The adoption of any Business Plan, or any amendment to the current Business Plan, in each case which contains or would, once amended, contain EBITDA objectives that are at least ten per cent (10%) below, or capital expenditure or other investment objectives that are at ten per cent (10%) above, the current Business Plan.
- (x) The acquisition by any member of the Group of any shares or other legal or beneficial interest in, or the making of any investment in, another company or business.
- (xi) The amalgamation or merger of any member of the Group with any other company or legal entity other than any such amalgamation or merger which occurs as part of an intra-group reorganisation.
- (xii) The closing down of any material business operation or the disposal or dilution of a legal or beneficial interest in any of its Material Subsidiaries for the time being.
- (xiii) Entering into, terminating or varying any contract or arrangement:
 - (a) outside the normal course of business; or
 - (b) which is otherwise than on arm's length terms (and whether legally binding or not); or
 - (c) with any Director or Shareholder or any person who is connected to any Director or Shareholder or any transaction by a Group Company with a related party (other than intra-group transfers between wholly-owned members of the Group) and for this purpose related party means a Family Entity or any of their respective Affiliates or a member of the Class B Shareholders Shareholder Group; or
 - (d) that would be binding on all the holders of Shareholder Instruments or pursuant to which recourse could be had against any holder of Shareholder Instruments.
- (xiv) The commencement, settlement or compromise of any legal or arbitration proceedings (other than routine debt collection) by any member of the Group.
- (xv) Any dealings with governmental, tax authorities or other regulatory bodies, in each case other than in the ordinary course of business.

Financial matters

- (xvi) Any change of the accounting reference date of any member of the Group or a change to its accounting principles or policies, other than as expressly required by law or to comply with IFRS from time to time.
- (xvii) The appointment of auditors to any member of the Group, and any subsequent change to the auditors of any member of the Group.
- (xviii) The approval of the audited consolidated financial statements of the Company for each Financial Period.
- (xix) The declaration or payment of any dividend otherwise than in accordance with the provisions on the distribution policy on Ordinary Shares set out in the Shareholders' Agreement or the declaration or making of any other distribution by any member of the Group (other than to another member of the Group).
- (xx) The incurrence of, or entry into any transaction resulting in, financial indebtedness (other than by way of trade credit on normal commercial terms and in the ordinary course of business), or the giving of any guarantees in respect of the liability of a third party, which, when aggregated with:
 - (a) all financial indebtedness incurred by the Group in the preceding consecutive twelve (12) month period; and
 - (b) all financial indebtedness to be incurred by the Group pursuant to any connected or unconnected transactions entered into in the preceding consecutive twelve (12) month period,
 would cause such aggregate amount of financial indebtedness of the Group to increase by ten million Euro (EUR 10,000,000) and any material amendment to the terms of any agreement or arrangement relating to such financial indebtedness.

Directors and employees

- (xxi) Any change to the composition or authority of the Board, other than as expressly provided for in the Shareholders' Agreement.
- (xxii) The appointment or removal of the Chief Executive Officer or the Chief Financial Officer of the Company.
- (xxiii) Any delegation by the Directors of any of their powers to any executive director or committee of Directors or to any other person whomsoever other than as expressly provided for in these articles of association or the Shareholders' Agreement.
- (xxiv) Any material change to the terms or extent of cover provided by the Directors' and Officers' Liability Insurance held by the Group or any termination of such cover.

(xxv) For the purposes of this article 22.2, Director means a director of any member of the Group.

Taxation affairs

(xxvi) Any step or action which will or is likely to result in any member of the Group changing its residence for tax purposes or, in the case of the Company, becoming resident in a jurisdiction other than Luxembourg or ceasing to be resident for tax purposes, or ceasing to be liable to tax only, in Luxembourg.

(xxvii) Any change in the legal or organisational structure of the Group that has or is likely to have a material and adverse effect on a Shareholder from a taxation perspective.

22.3 Notwithstanding Article 22.2 and subject to Article 22.4 the Shareholders shall use their respective powers and rights in relation to the Company to procure that no action or decision relating to any of the matters set out in the following paragraphs of Article 22.2:

(i) paragraph (i);

(ii) paragraph (ii) (but only to the extent that either such: creation, allotment or issue of any share or security; or grant of option or interest, is (in each case) not at fair market value);

(iii) paragraphs (iii), (iv) and (ixx) (in each case, only to the extent that any of the actions contemplated by these paragraphs are not carried out on a pro-rata basis as between the Shareholders or otherwise in accordance with these articles of association);

(iv) paragraphs (vii) and (xxvi) (in each case, only to the extent that the relevant matter would have a disproportionate and adverse effect either on the Class A Shareholders (on the one hand) or the Class B Shareholder (on the other hand) when compared with the other);

(v) paragraph (xiii)(c) (but only to extent that such contract, arrangement or transaction is not on arm's length terms and (provided that at least one (1) Class C Manager is appointed to the board of managers at the relevant time) has not been approved by a majority of the Class C Managers);

(vi) paragraph (xiii)(d); and

(vii) paragraphs (xxi) and (xxiv) (but only to the extent that the Class A Shareholder or the Class B Shareholder has a right to appoint at least one manager to the board of managers pursuant to the terms of article 16 of these articles of association,

(the Minority Reserved Matters) is taken by the board of managers or the shareholders' meeting, or any officer or manager of the Company, without Class A Shareholder Consent and Class B Shareholder Consent (provided that at the relevant time they each hold a number of Ordinary Shares representing more than one per cent (1%) of Ordinary Shares in issue), provided that in calculating these percentages, only a reduction caused by sales of Company's shares by the relevant party shall be taken into account.

22.4 To the extent that a manager is of the reasonable opinion that a decision relating to a Reserved Matter or a Minority Reserved Matter would potentially lead to a breach of his fiduciary duties to the Company, that manager may request that the relevant Reserved Matter or a Minority Reserved Matter is passed to the Shareholders for their approval, and in such case the Class A Shareholder Consent and Class B Shareholder Consent shall be deemed to be the consent in writing of the relevant Shareholders.

F. Supervision

Art. 23. Statutory auditor(s) - Independent auditor(s).

23.1 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, its operations shall be supervised by one or several statutory auditors, who may be shareholders or not.

23.2 The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of the office. A former or current statutory auditor may be reappointed by the general meeting of shareholders.

23.3 Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

23.4 The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

23.5 The statutory auditors may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

23.6 In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors, which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of managers shall apply.

23.7 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agree (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, there shall be no requirement to appoint internal auditor (s).

G. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 24. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 25. Profits.

25.1 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

25.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve or to other reserves which may be created pursuant to article 5.3 of these articles of association.

25.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

25.4 Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association and in accordance with the terms of the Shareholders' Agreement.

Art. 26. Interim dividends - Share premium.

26.1 The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association, (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied, (iv) the payment of the interim dividend has been approved in accordance with article 22 and (v) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant shareholder(s).

26.2 The share premium account of the Company shall be maintained as non distributable reserve in accordance with the provisions of the Shareholders' Agreement and may only be distributed to the shareholder(s) or reallocated to the Company's distributable reserves by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s) taken in accordance with the provisions of the Shareholders' Agreement and subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

H. Liquidation

Art. 27. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration. The liquidation proceeds shall be distributed to each shareholder proportionally to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

I. Governing law

Art. 28. Governing law. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended.

J. Definitions

Art. 29. Definitions.

All capitalized terms used but not defined in these articles of association shall have the meaning ascribed to them in the Shareholders Agreement.

"Affiliate" means:

(a) in relation to an undertaking (A): A's Subsidiaries, the Holding Company of A (if any), every other company which is a Subsidiary of the same Holding Company, any other person who has control of A, and in each case their respective Subsidiaries, Holding Companies, every other company which is a Subsidiary of the same Holding Company and any other person who has control of the relevant entity and, in relation to any such party who is an individual, an affiliate of such person under the terms of sub-paragraph (b) below; and

(b) in relation to an individual (B): (i) any person which is an undertaking (C) controlled by B or any Relation of B or any such persons jointly and/or any Affiliate of C under the terms of sub-paragraph (a) above; (ii) any Relation of B; and (iii) the trustees of any Trust;

"Business Day" means a day other than a Saturday or Sunday or a public holiday in England, Luxembourg or Greece on which banks are generally open for general commercial business in London, Luxembourg or Athens;

"Business Plan" means a business plan for the Group relating to the then current Financial Period and at least the three succeeding Financial Periods (prepared on an annual basis and in a format approved from time to time in accordance with the Shareholders' Agreement) to be updated annually;

"Chief Executive Officer" means the chief executive officer from time to time of the Group;

"Chief Financial Officer" means the chief financial officer from time to time of the Group;

"Class A1 shares" means the 10,996,101 Class A1 shares issued by the Company and which are subject to pledges granted on or about 31 May 2013 over such shares;

"Class A Manager" means any manager of the Company proposed by the Class A Shareholder;

"Class A Shareholders" means at the relevant time the holders of class A shares and of Class A1 shares but, in relation to the Class A1 shares, only for so long as there is no Enforcement of Pledge over such Class A1 shares (and for the avoidance of doubt, after Enforcement of Pledge, the Class A1 shares shall be excluded from this definition and if the pledge(s) are released, the Class A1 shares will continue to be part of this definition and, in this case, as well as prior to any Enforcement of Pledge the Class A1 shares will, for all purposes, continue to be considered as class A shares and have the same rights and features as the class A shares and shall be considered as class A Ordinary Shares for the purpose of the Shareholders' Agreement).

"Class A Shareholder Consent" means the consent of the Class A Shareholders given in writing or the consent of one (1) or more of the Class A Managers given orally at a meeting of the board of managers or in writing.

"Class A Shareholder Entity" means the Class A Shareholder or any person of its Shareholder Group;

"Class B Manager" means any manager of the Company proposed by the Class B Shareholder;

"Class B Shareholders" means the holders of class B shares in the Company at the relevant time;

"Class B Shareholder Consent" means the consent of the Class B Shareholders given in writing or the consent of one (1) or more of the Class B Managers given orally at a meeting of the board of managers or in writing.

"Class B Shareholder Entity" means the Class B Shareholder or any person of its Shareholder Group;

"Class C Manager" means a non-executive manager who is independent of the proposing party with relevant sector expertise and repute;

"Company" has the meaning ascribed hereto in article 1;

"Conflict Situation" has the meaning ascribed hereto in article 18.10;

"Control Contract" means a contract in writing conferring a dominant influence right which: (a) is of a kind which is not prohibited by the memorandum or articles of association of the undertaking in relation to which the right is exercisable; and (b) is permitted by the law under which that undertaking is established;

"EBITDA" means the consolidated operating profit of the Group before taxation, and before the deduction of:

- (a) interest, commission, fees and other finance payments (whether paid, payable or capitalised);
 - (b) depreciation, amortisation or impairment of assets (or reversal of a past impairment), gains or losses arising from a revaluation of an asset;
 - (c) unrealised gains or losses on any derivative or financial instrument;
 - (d) equity based compensation expenses;
 - (e) income or charges attributable to a post-employment benefit scheme (other than current service costs);
 - (f) share of profits or losses from associates; and
 - (g) any exceptional one-off or non-recurring or extraordinary items,
- calculated in accordance with the accounting principles adopted by the Group from time to time, and including the results of NYCO Minerals Inc. and any subsequent acquisition on a pro forma basis for periods prior to the closing of such acquisitions;

"Emergency Issue" has the meaning ascribed hereto in the Shareholders' Agreement.

"Enforcement of Pledge(s)": the date of transfer of the Class A1 shares to an entity or person who is not a shareholder of the Company or an affiliate thereof, resulting from the valid enforcement by the banks of the pledges Class A1 shares granted on or about 31 May 2013 in accordance with their terms.

"Family Entity" has the meaning given to such term in the Shareholders' Agreement.

"Family Holdco" has the meaning given to such term in the Shareholders' Agreement.

"Family Representative" has the meaning given to that term in the Shareholders' Agreement.

"Financial Period" means each financial period ending on 31 December in each year;

"Group" means the Company and:

- (a) its Subsidiaries from time to time;
- (b) the ultimate Holding company of the Company from time to time; and
- (c) every other person which is a Subsidiary of the same ultimate Holding company from time to time,

but in each case excluding each member of the Shareholder Groups and Group Company shall have a corresponding meaning;

"Holding Company" means an undertaking which, in relation to another undertaking, a Subsidiary:

(a) owns or controls (directly or indirectly) shares in the Subsidiary carrying more than fifty per cent. of the votes exercisable at general meetings of the Subsidiary on all, or substantially all, matters; or

(b) has a right to appoint or remove a majority of the Subsidiary's board of directors; or

(c) has the right to exercise a dominant influence over the Subsidiary: (i) by virtue of the provisions contained in the Subsidiary's constitutional documents; or (ii) by virtue of a Control Contract; or

(d) controls alone or pursuant to an agreement with other shareholders or members, a majority of the voting rights in the Subsidiary,

for the purposes of this definition: (i) an undertaking shall be treated as a member of another undertaking if: (A) any of its Subsidiaries is a member of that undertaking; or (B) any shares in that undertaking are held by a person acting on behalf of it or any of its Subsidiaries; (ii) an undertaking shall be taken to have the right to exercise a dominant influence over an undertaking only if it has a right to give directions with respect to the operating and financial policies of that other undertaking with which its directors are obliged to comply whether or not they are for the benefit of that other undertaking; (iii) any undertaking which is a Subsidiary of another undertaking shall also be a Subsidiary of any further undertaking of which that other is a Subsidiary;

"IFRS" means International Financial Reporting Standards;

"Individual Family Shareholder" means (for so long as such person holds Ordinary Shares) Odysseus Kyriakopoulos, Cathrin Kitty Kyriakopoulos and Flora Maria Kyriakopoulou;

"Instruments" means any shares, equity, quasi-equity or debt instruments issued by the Company from time to time, including preferred equity certificates (PECs) and convertible preferred equity certificates (CPECs), and including any right of subscription for or conversion into any such instruments;

"Investor" has the meaning given to that term in the Shareholders' Agreement.

"Law" means the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended;

"Listing" has the meaning given to that term in the Shareholders' Agreement;

"Material Subsidiary" means each Group Company: (a) the consolidated gross assets of which exceed three per cent. of the consolidated gross assets of the Group; and/or (b) the consolidated gross revenues of which exceed three per cent. of the consolidated gross revenues of the Group, in each case, based on the Company's most recent consolidated financial statements;

"Minority Reserved Matters" shall have the meaning ascribed to it under article 22 of these articles of association;

"Operation of Law Transfer" means a mandatory transfer of Instruments (or any legal or beneficial interest therein), which immediately prior to the relevant transfer were held by an Individual Family Shareholder, to a person other than a Family Entity, in accordance with applicable family, inheritance or bankruptcy laws;

"Ordinary Shares" means the class A shares and the class B shares and the Class A1 shares in the Company but, in relation to the Class A1 shares, only for so long as there is no Enforcement of Pledge(s) over such Class A1 shares (and for the avoidance of doubt, after Enforcement of Pledge, the Class A1 shares shall be excluded from this definition and if the pledge(s) are released, the Class A1 shares will continue to be part of this definition and, in this case, as well as prior to any Enforcement of Pledge the Class A1 shares will, for all purposes, continue to be considered as class A shares and have the same rights and features as the class A shares and shall be considered as class A Ordinary Shares for the purpose of the Shareholders' Agreement).

"Relation" means in relation to an individual, the spouse, parents and every child or direct descendant of an individual (including step-parents, adopted parents, step-children and adopted children);

"Reserved Matters" shall have the meaning ascribed to it under article 22 of these articles of association;

"Rhone Partnership" means Rhone Partners IV L.P.;

"Rhone VCOC Manager" has the meaning given to that term in article 16.6;

"Shareholder" means any holder of Ordinary Shares;

"Shareholders' Agreement" means any shareholders' agreement which may be in force between the shareholders of the Company at the relevant time;

"Shareholder Group means the relevant Shareholder and:

(a) in the case of a corporate Shareholder: (i) its Subsidiaries from time to time; (ii) the ultimate Holding company of that Shareholder from time to time; and (iii) every other person which is a Subsidiary of the same ultimate Holding Company from time to time;

(b) in the case of a Family Holdco, each of the other Family Holdcos, each of Odysseus Kyriakopoulos, Cathrin Kitty Kyriakopoulos, Flora Maria Kyriakopoulou, Orymil and Avgi (to the extent that they are no longer Family Holdcos), Alexia Kyriakopoulou, Aikaterini Kyriakopoulou, Paris Kyriakopoulos, George Kyriakopoulos and the ultimate beneficial owners of the Family Holdcos (where applicable) and their related Trusts and vehicles; and

(c) in the case of the Investor, any investment fund (regardless of type) controlled by or affiliated with the Rhone Partnership,

and in each case excluding each Group Company and, in the case of the Investor, excluding any portfolio companies in which the Investor or any member of its Shareholder Group has invested at the relevant time;

"Subsidiary" has the meaning given to it in the definition of Holding Company.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On express request of the same appearing persons, and in case any divergences would arise between the German and the English text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am dritten Tag des Monats Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Francis KESSELER, Notar mit Amtssitz in Esch/Alzette, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1) Delphi Investor S.à r.l., eine gemäß dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende société à responsabilité limitée mit eingetragenem Sitz in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 174125,

ordnungsgemäß vertreten durch Brian Gillot, maître en droit, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 31. Mai 2013 erteilten Vollmacht;

2) Orymil Industrial Mining Quarrying and Shipping S.A., eine Aktiengesellschaft mit dem unterscheidungskräftigen Titel ORYMIL S.A., gegründet unter dem Recht Griechenlands, eingetragen im griechischen Aktiengesellschaftsregister unter Nummer 04827/001/B/86/4825, mit Sitz in 21 Amerikis Straße, 10672 Athen, Griechenland ("ORYMIL"),

ordnungsgemäß vertreten durch Andreea Antonescu, maître en droit, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 31. Mai 2013 erteilten Vollmacht;

3) AVGI S.A. Exploitation of Real Estate, eine Aktiengesellschaft mit dem unterscheidungskräftigen Titel AVGI REAL ESTATE S.A., gegründet unter dem Recht Griechenlands, eingetragen im griechischen Aktiengesellschaftsregister unter Nummer 56957/001/B/04/0279, mit Sitz in 21A Amerikis Strasse, 10672 Athen, Griechenland ("AVGI"),

ordnungsgemäß vertreten durch Andreea Antonescu, maître en droit, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 31. Mai 2013 erteilten Vollmacht;

4) Blue Crest Holding S.A., eine Aktiengesellschaft gegründet und bestehend unter dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Sitz in 19, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 166218 ("Blue Crest"),

ordnungsgemäß vertreten durch Andreea Antonescu, maître en droit, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 31. Mai 2013 erteilten Vollmacht;

5) Blue Water Holding S.A., eine Aktiengesellschaft gegründet und bestehend unter dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Sitz in 19, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 166.221 ("Blue Water"),

ordnungsgemäß vertreten durch Andreea Antonescu, maître en droit, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 31. Mai 2013 erteilten Vollmacht;

6) High Gate Holding S.A., eine Aktiengesellschaft gegründet und bestehend unter dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Sitz in 19, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 166217 ("High Gate"),

ordnungsgemäß vertreten durch Andreea Antonescu, maître en droit, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 31. Mai 2013 erteilten Vollmacht;

7) Herr Odysseus Kyriakopoulos, Sohn von Paraskevas und Aikaterini, Bürger von Psychico Attica, Diamantidou 70 Str., mit Personalausweisnummer AH-042868/22.09.2009 ausgestellt durch das Psychico Polizeiamt (Steuernummer 011600625 - Steuerbehörde Psychico),

ordnungsgemäß vertreten durch Andreea Antonescu, maître en droit, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 31. Mai 2013 erteilten Vollmacht;

8) Frau Flora Maria Kyriakopoulou, Tochter von Paraskevas und Aikaterini Bürgerin von Athen, Dinokratous 61 Str., mit Personalausweisnummer AE 0533408/07.06.2007 ausgegeben durch das Syntagma Polizeiamt (Steuernummer 034163651 - Steuerbehörde von Athen)

ordnungsgemäß vertreten durch Andreea Antonescu, maître en droit, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 31. Mai 2013 erteilten Vollmacht; und

9) Frau Cathrin Kitty Kyriacopoulos, Witwe von Paraskevas Kyriacopoulos, Tochter des Georgios Iliopoulos, Bürgerin von Kifisia Attica, Levidou 45 und Kefalinias Str., Personalausweisnummer X-661640/15.04.2005 ausgegeben durch das Syntagma Polizeiamt (Steuernummer 000081680 -Steuerbehörde von Kifisia),

ordnungsgemäß vertreten durch Andreea Antonescu, maître en droit, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 31. Mai 2013 erteilten Vollmacht.

Nach Unterzeichnung der Vollmachten ne varietur durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar sollen diese dieser Urkunde beigelegt bleiben, um mit derselben registriert zu werden.

Die erschienene Parteien sind sämtliche Gesellschafter (die „Gesellschafter“) der Delphi Luxembourg Holdings S.à r.l., eine gemäß dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende société à responsabilité limitée mit eingetragenem Sitz in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 174174, gegründet am 12. Dezember 2012 entsprechend einer Urkunde des unterzeichneten Notars, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations am 18. Januar 2013 unter der Nummer 126 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 10. Mai 2013 entsprechend einer Urkunde des Notars Jean-Joseph Wagner, geändert, welche noch nicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde.

Die Gesellschafter erwogen sodann die folgende Tagesordnung (die „Tagesordnung“):

Tagesordnung

1. Umklassifizierung von 10.996.101 Geschäftsanteilen der Klasse A in Geschäftsanteile der Klasse A1 wie folgt:

Blue Water Holding SA: 898.382 Geschäftsanteile der Klasse A1;

High Gate Holding SA: 612.483 Geschäftsanteile der Klasse A1;

Blue Crest Holding SA: 4.039.021 Geschäftsanteile der Klasse A1;

Flora Mraia Kyriakopoulos: 3.157.048 Geschäftsanteile der Klasse A1;

Ulysses Kyriakopoulos: 2.289.167 Geschäftsanteile der Klasse A, oder wie eine solche Beteiligung der genannten Gesellschafter an den Geschäftsanteilen von Zeit zu Zeit geändert wird,

welche Geschäftsanteile der Klasse A1 am oder um den 31. Mai 2013 oder an irgendeinem darauffolgenden Tag an bestimmte Banken verpfändet (die „Verpfändungen“) werden sollen;

2. Bestimmung der den Geschäftsanteilen der Klasse A1 anhaftenden Rechte; und

3. Neufassung der Satzung der Gesellschaft.

Nach Erwägung der verschiedenen Tagesordnungspunkte ersuchten die Gesellschafter, die das gesamte Stammkapital vertreten, den Notar, folgendes zu beurkunden:

Erster Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig die Umklassifizierung von 10.996.101 Geschäftsanteilen der Klasse A in Geschäftsanteile der Klasse A1 wie folgt:

Blue Water Holding SA: 898.382 Geschäftsanteile der Klasse A1;

High Gate Holding SA: 612.483 Geschäftsanteile der Klasse A1;

Blue Crest Holding SA: 4.039.021 Geschäftsanteile der Klasse A1;

Flora Mraia Kyriakopoulos: 3.157.048 Geschäftsanteile der Klasse A1;

Ulysses Kyriakopoulos: 2.289.167 Geschäftsanteile der Klasse A, oder wie eine solche Beteiligung der genannten Gesellschafter an den Geschäftsanteilen von Zeit zu Zeit geändert wird,

welche Geschäftsanteile der Klasse A1 verpfändet (die „Verpfändungen“) werden sollen.

Zweiter Beschluss:

Die Gesellschafter beschließen einstimmig, die den Geschäftsanteilen der Klasse A1 anhaftenden Rechte wie folgt zu bestimmen: (i) Die Geschäftsanteile der Klasse A1 sollen dieselben Rechte und Eigenschaften haben wie die Geschäftsanteile der Klasse A, mit der Ausnahme, dass die Geschäftsanteile der Klasse A1 im Falle einer Übertragung dieser Geschäftsanteile in Folge der Verwertung des Pfands im Einklang mit den die Verpfändungen regelnden Bestimmungen an eine Person, die im Zeitpunkt der Übertragung nicht Gesellschafter oder eine Verbundene Person (wie in der Satzung der Gesellschaft definiert) eines Gesellschafters der Gesellschaft ist, folgende Eigenschaften haben sollen: (i) Sie sind befreit von jeglichen Übertragungsbeschränkungen, abgesehen von den in Artikel 189 des Luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915, wie geändert, vorgesehen Übertragungsbeschränkungen, (ii) sie genießen nicht die für die Geschäftsanteile der Klasse A in der Satzung der Gesellschaft vorgesehenen vertraglichen Rechte, mit Ausnahme des Wahlrechts und der wirtschaftlichen Rechte der Geschäftsanteile der Klasse A (d.h. das Recht auf Beteiligung an den Gewinnen und Verlusten der Gesellschaft), und (iii) die Übertragungsbeschränkungen und sonstige Voraussetzungen für die Eintragung der Übertragung ins Anteilsregister der Gesellschaft finden im Falle der einstimmigen Zustimmung der Gesellschafter zu der betreffenden Übertragung keine Anwendung.

Dritter Beschluss:

Zur Widerspiegelung des Vorgenannten in der Satzung der Gesellschaft beschließen die Gesellschafter einstimmig die vollständige Neufassung der Satzung der Gesellschaft wie folgt:

„Firma - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Firma. Hierdurch besteht zwischen den derzeitigen Inhabern der Anteile und/oder jeder anderen Person, die künftig Gesellschafter sein wird, eine Gesellschaft in Form einer société à responsabilité limitée unter der Firma "Delphi Luxembourg Holdings S.à r.l." (die "Gesellschaft").

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist, im Einklang mit Artikel 12 dieses Gesellschaftsvertrags.

Art. 3. Zweck.

3.1. Gesellschaftszweck ist die Erschaffung, das Halten, die Entwicklung und Realisation eines Portfolios bestehend aus Beteiligungen, Anteilen und Rechten jeglicher Art und jeder anderen Form von Investment in bestehenden oder zu gründenden Rechtsgebilden im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland vor allem durch Zeichnung, käuflichen Erwerb, Verkauf oder Tausch von Wertpapieren oder Rechten jeglicher Art wie zum Beispiel von eigenkapitalähnlichen Instrumenten, Schuldinstrumenten, Patenten und Lizenzen sowie die Verwaltung und Kontrolle eines solchen Portfolios.

3.2. Die Gesellschaft kann außerdem:

- jede Art von Sicherheit für die Erfüllung jeglicher eigener Verbindlichkeiten oder von Verbindlichkeiten jedes Rechtsgebildes, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, oder von Verbindlichkeiten jedes beliebigen Geschäftsführers oder jedes anderen Organs oder Befugten der Gesellschaft oder eines Rechtsgebildes, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, gewähren; und

- jedem Rechtsgebilde, in welchem sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder in welches sie auf andere Weise investiert hat oder welches derselben Unternehmensgruppe angehört wie die Gesellschaft, Finanzmittel leihen oder dieses anderweitig unterstützen.

3.3. Die Gesellschaft kann jedwede Transaktionen vornehmen, welche direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Innerhalb dieses Zwecks kann die Gesellschaft insbesondere:

- Finanzmittel beschaffen, insbesondere durch Leihen in jeglicher Form oder durch Herausgabe jedes beliebigen Wertpapiers, wie beispielsweise Instrumente oder Schuldpapiere, einschließlich Obligationsscheinen, durch Annahme jedes anderen Investments oder durch Gewährung jedes beliebigen Rechts in nicht-öffentlicher Weise und vorbehaltlich der gesetzlichen Bedingungen;

- sich an der Gründung, Entwicklung und/oder Kontrolle jedes Rechtsgebildes im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland beteiligen; und

- als Partner/Gesellschafter mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung für Schulden und Verbindlichkeiten jedes beliebigen Luxemburger oder ausländischen Rechtsgebildes handeln.

Art. 4. Sitz.

4.1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2. Innerhalb derselben Gemeinde kann der eingetragene Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführerrats verlegt werden.

4.3. Er kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist.

4.4. Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführerrats errichtet werden.

A. Stammkapital - Geschäftsanteile - Gesellschafterverzeichnis - Eigentum an und Übertragung von Geschäftsanteilen

Art. 5. Stammkapital.

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt vierhundertdreissigtausendundacht Euro und zweiundsechzig Cent (EUR 430.008,62), bestehend aus zwölf Millionen einhundertneunundsechzigtausendzweihunderteinundsechzig (12,169,261) Geschäftsanteilen der Klasse A, zehn Millionen neunhundertsechsunneunzigtausendeinhunderteins (10,996,101) Geschäftsanteilen der Klasse A 1 und neunzehn Millionen achthundertfünfunddreißigtausendfünfhundert (19.835.500) Geschäftsanteilen der Klasse B mit einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Geschäftsanteil.

5.2. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Stammkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3. Die Gesellschaft kann Einlagen ohne Gegenleistung in Form der Ausgabe von Anteilen oder anderen Wertpapieren annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen sind, vorbehaltlich des Gesetzes, der Gesellschaftervereinbarung und diesem Gesellschaftsvertrag, von den Gesellschaftern oder, je nach Lage des Falles, vom Geschäftsführerrat zu treffen.

5.4. Sämtliche durch den Investor zu zeichnende, oder an diesen auszugebende oder ihm zuzuordnende Geschäftsanteile sollen Geschäftsanteile der Klasse B sein, und sämtliche durch eine Familien Holdco zu zeichnende, oder an diese auszugebende oder ihr zuzuordnende Geschäftsanteile sollen Geschäftsanteile der Klasse A sein.

Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Das Stammkapital der Gesellschaft ist in drei Klassen von Stammanteile mit jeweils demselben Nominalwert aufgeteilt, die Geschäftsanteile der Klasse A, die Geschäftsanteile der Klasse A 1 und die Geschäftsanteile der Klasse B.

6.2. Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei die Anzahl der Gesellschafter auf vierzig (40) beschränkt ist, sofern sich nicht aus dem Gesetz etwas anderes ergibt.

6.3. Das Recht eines Gesellschafters auf das Vermögen und die Gewinne der Gesellschaft ist proportional zu der Anzahl der von ihm im Stammkapital der Gesellschaft gehaltenen Geschäftsanteile.

6.4. Durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs oder ein anderes ähnliches Ereignis betreffend den alleinigen Gesellschafter, falls anwendbar, oder jeden anderen Gesellschafter soll die Gesellschaft nicht aufgelöst werden.

6.5. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen oder zurücknehmen. Die zurückgekauften oder zurückgenommenen Geschäftsanteile können gelöscht und das Stammkapital entsprechend herabgesetzt.

6.6. Die Geschäftsanteile der Gesellschaft werden in eingetragener Form ausgegeben.

6.7. Sofern nicht in diesem Gesellschaftsvertrag oder in der Gesellschaftervereinbarung etwas Gegenteiliges bestimmt wurde, sind die Geschäftsanteile und Wertpapiere der Gesellschaft den bestehenden Gesellschaftern der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis zur Zeichnung anzubieten, bevor sie einer anderen Person zugeteilt oder an diese gegen Bareinlage ausgegeben werden.

Art. 7. Gesellschafterverzeichnis.

7.1. Am eingetragenen Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterverzeichnis aufbewahrt, wo es durch jeden Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Gesellschafterverzeichnis enthält insbesondere den Namen jedes Gesellschafters, seinen Wohnsitz oder eingetragenen Sitz oder Hauptsitz, die Anzahl der von diesem Gesellschafter gehaltenen Geschäftsanteile, jede Übertragung von Geschäftsanteilen, das Datum der Mitteilung einer solchen Übertragung an die Gesellschaft oder das Datum des Einverständnisses der Gesellschaft zu einer solchen Übertragung entsprechend diesem Gesellschaftsvertrag sowie jedes über Geschäftsanteile gewährte Sicherungsrecht.

7.2. Jeder Gesellschafter wird der Gesellschaft durch Einschreiben seine Adresse und jede diesbezügliche Änderung mitteilen. Die Gesellschaft kann sich auf die zuletzt von ihr erhaltene Adresse eines Gesellschafters berufen.

Art. 8. Eigentum an und Übertragung von Geschäftsanteilen.

8.1. Der Beweis des Eigentums an Geschäftsanteilen wird aufgrund der Eintragung eines Gesellschafters im Gesellschafterverzeichnis erbracht. Bei Bedarf sind auf Ersuchen und auf Kosten eines Gesellschafters Zertifikate dieser Eintragungen je nach Lage des Falles vom Präsidenten des Geschäftsführerrats, von zwei beliebigen seiner Mitglieder oder vom alleinigen Geschäftsführer herauszugeben und zu unterzeichnen.

8.2. Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Geschäftsanteil an. Wenn ein Geschäftsanteil mehreren Personen gehört (außer in Fällen von Nießbrauch), müssen sie eine einzelne Person bezeichnen, welche im Verhältnis zur Gesellschaft als Alleineigentümer des Geschäftsanteils angesehen werden kann. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller mit einem im Eigentum mehrerer Personen stehenden Geschäftsanteil verbundenen Rechte auszusetzen bis ein einziger Eigentümer bezeichnet worden ist. An den Geschäftsanteilen können Rechte an Nießbrauch und Rechte an nacktem Eigentum geschaffen werden, aber nur zugunsten einer Familieneinheit und in Übereinstimmung mit der Gesellschaftervereinbarung. In einem derartigen Fall sollen die Inhaber des Nießbrauchs und des nackten Eigentums die Gesellschaft über das für die Ausübung der Stimmrechte und der sonstigen den Anteilen innewohnenden Rechte geltende Regime informieren.

8.3. Die Stammanteile der Gesellschaft und sämtliche weiteren von ihr ausgegebenen Instrumente sind vorbehaltlich der Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrags und den in der Gesellschaftervereinbarung enthaltenen Übertragungsbeschränkung, einschließlich, aber ohne Beschränkung auf, gegebenenfalls in einem solchen Vertrag vereinbarte Erstangebotsrechte, Mitverkaufsrechte und Mitverkaufspflichten, übertragbar. Insbesondere soll kein Gesellschafter der Klasse A oder Gesellschafter der Klasse B berechtigt sein, seine Anteile oder Instrumente an der Gesellschaft zu übertragen, außer in den folgenden Fällen:

(i) die Übertragung erfolgt an einen oder mehrere bestehende Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung oder andernfalls mit der schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter der Klasse A (in deren Namen durch den Familienvertreter erteilt) und der Gesellschafter der Klasse B; oder

(ii) die Übertragung erfolgt an eine Drittpartei entweder (a) mit der Zustimmung der Gesellschafter der Klasse A und der Gesellschafter der Klasse B, die, einschließlich des Zedenten, insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals repräsentieren und sofern nicht die Übertragung im Einklang mit den Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung erfolgt, mit der Zustimmung der Gesellschafter der Klasse A (in deren Namen durch den Familienvertreter erteilt) und der Gesellschafter der Klasse B; jeweils unbeschadet möglicher weiterer in der Gesellschaftervereinbarung enthaltener Übertragungsbeschränkungen; oder (b) in Fällen des Todes eines Gesellschafters, die zwingende Übertragung im Todesfall an pflichtteilsberechtigte Erben (*héritiers réservataires*) oder die überlebende Witwe oder andere rechtmäßige Erben, je nach Lage des Falles, vorausgesetzt, dass es sich bei der betreffenden Person um eine Familieneinheit handelt und die Übertragung unter Beachtung der Voraussetzungen der Gesellschaftervereinbarung erfolgt.

Ungeachtet der vorstehenden und aller anderen Bestimmungen dieser Satzung ist eine Übertragung von Geschäftsanteilen stets möglich, wenn sie durch einstimmigen Beschluss der Gesellschafter der Klasse A und der Gesellschafter der Klasse B bestätigt wurde.

8.4. Jede Übertragung von Stammanteilen an den Investor oder an Mitglieder seiner Gesellschaftergruppe oder an durch den Investor oder durch Mitglieder seiner Gesellschaftergruppe verwaltete Fonds, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesellschaftervertrages oder auf sonstige Weise, soll eine Übertragung von Geschäftsanteilen der Klasse B sein, und sofern es sich um Geschäftsanteile der Klasse A handelt sollen diese im Zuge oder vor der Übertragung im Rahmen einer vor einem Notar abzuhaltenden Hauptversammlung der Gesellschaft in Geschäftsanteile der Klasse B umgewandelt werden.

8.5. Jede Übertragung von Stammanteilen an eine Familieneinheit (oder eine durch diese benannte Person), im Einklang mit den Bestimmungen des Gesellschaftervertrages oder auf sonstige Weise, soll eine Übertragung von Geschäftsanteilen der Klasse A sein, und sofern es sich um Geschäftsanteile der Klasse B handelt sollen diese im Zuge oder vor der Übertragung im Rahmen einer vor einem Notar abzuhaltenden Hauptversammlung der Gesellschaft in Geschäftsanteile der Klasse B umgewandelt werden.

8.6. Jede Übertragung von Geschäftsanteilen muss durch einen schriftlichen Übertragungsvertrag je nach Lage des Falles in privatschriftlicher oder notarieller Form dokumentiert werden, und eine solche Übertragung wird, vorausgesetzt sämtliche gegebenenfalls in der Gesellschaftervereinbarung enthaltenen Übertragungsbedingungen wurden erfüllt, gegenüber der Gesellschaft und Dritten durch die Mitteilung der Übertragung an die Gesellschaft oder das Einverständnis der Gesellschaft zur Übertragung wirksam, woraufhin jedes beliebige Mitglied des Geschäftsführerrats die Übertragung in das Gesellschafterverzeichnis eintragen kann.

8.7. Die Gesellschaft kann durch jeden einzelnen ihrer Geschäftsführer auch einer solchen Übertragung zustimmen und diese ins Gesellschafterverzeichnis eintragen, auf welche in einer Korrespondenz oder in einem beliebigen anderen Dokument Bezug genommen wird, aus welchem die Einigung des Zedenten und des Zessionars hervorgeht. Eine Übertragung von Anteilen, welche einen Verstoß gegen zwingendes luxemburgisches Recht, diesen Gesellschaftsvertrag oder die Gesellschaftervereinbarung darstellt, ist von der Gesellschaft nicht anzuerkennen und von ihren Geschäftsführern nicht in das Gesellschafterverzeichnis einzutragen. Außer im Falle einer Übertragung, welche Teil eines Exits ist (wie in der Gesellschaftervereinbarung definiert), ist keine Person als Inhaber von Anteilen der Gesellschaft anzuerkennen, die nicht eine Beitrittsvereinbarung zur Gesellschaftervereinbarung abgeschlossen hat, es sei denn die Gesellschafter haben einstimmig etwas anderes vereinbart.

B. Gesellschafterversammlung

Art. 9. Befugnisse der Gesellschafterversammlung.

9.1. Die Gesellschafter üben ihre kollektiven Rechte in der Gesellschafterversammlung aus, welche eines der Organe der Gesellschaft bildet.

9.2. Wenn die Gesellschaft nur über einen einzelnen Gesellschafter verfügt, übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Gesellschafter" nicht ausdrücklich in diesem Gesellschaftsvertrag erwähnt ist, soll ein in diesem Gesellschaftsvertrag genannter Verweis auf die "Gesellschafterversammlung" als Verweis auf den „alleinigen Gesellschafter" gelesen werden.

9.3. Die Gesellschafterversammlung hat die ihr durch Gesetz oder durch diesen Gesellschaftsvertrag ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

9.4. Im Falle mehrerer Gesellschafter und falls die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, können, statt Gesellschafterversammlungen abzuhalten, die Gesellschafter unter den gesetzlichen Bedingungen auch durch schriftlichen Beschluss abstimmen. In diesem Fall sollen, soweit anwendbar, die Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrags betreffend Gesellschafterversammlungen hinsichtlich einer solchen Abstimmung durch schriftlichen Beschluss Anwendung finden.

Art. 10. Einberufung der Gesellschafterversammlung.

10.1. Die Gesellschafterversammlung kann jederzeit je nach Lage des Falles durch den Geschäftsführerrat, den/die satzungsmäßigen Buchprüfer, falls vorhanden, oder durch Gesellschafter, die insgesamt mindestens fünfzig Prozent (50%)

des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, einberufen werden, wobei die Versammlung an dem in der Ladung angegebenen Ort und Datum abgehalten wird.

10.2. Die jährliche Gesellschafterversammlung muss innerhalb eines Zeitraums von sechs (6) Monaten nach Abschluss des Geschäftsjahrs der Gesellschaft einberufen werden.

10.3. Die Ladung zu jeder Gesellschafterversammlung muss die Tagesordnung, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten und ist per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Gesellschafter abzusenden.

10.4. Wenn an einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

Art. 11. Abhalten von Gesellschafterversammlungen - Abstimmung durch schriftlichen Beschluss.

11.1. In jeder Gesellschafterversammlung soll ein Rat der Versammlung gebildet werden bestehend aus einem Präsidenten, einem Sekretär und einem Prüfer, von denen jeder einzelne durch die Gesellschafterversammlung ernannt wird und welche weder Gesellschafter noch Mitglieder der Geschäftsführung sein müssen. Der Rat der Versammlung soll insbesondere sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und speziell im Einklang mit den Regeln über Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Gesellschaftern abgehalten wird.

11.2. In jeder Gesellschafterversammlung muss eine Anwesenheitsliste geführt werden.

11.3. Quorum und Stimmabgabe

11.3.1. Jeder Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

11.3.2. Sofern sich aus dem Gesetz oder aus diesem Gesellschaftsvertrag nicht etwas anderes ergibt, werden Gesellschaftsbeschlüsse bei der ersten Abstimmung wirksam gefasst, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren. Wenn diese Mehrheit bei der ersten Abstimmung nicht erreicht worden ist, werden die Gesellschafter ein zweites Mal geladen oder befragt. Bei der zweiten Abstimmung werden die Beschlüsse ungeachtet des vertretenen Anteils am Kapital, jedoch, soweit anwendbar, stets vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 22 dieses Gesellschaftsvertrags, mit einer Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen wirksam gefasst.

11.3.3. Spezifische Angelegenheiten - Angelegenheiten, die den Gesellschaftern vorbehalten sind Zum Zwecke der Beschlussfassung bezüglich spezifischer Angelegenheiten, welche in diesem Gesellschaftsvertrag und in der Gesellschaftervereinbarung als Vorbehaltsangelegenheiten oder als Angelegenheiten, die einer Minderheit vorbehalten sind angesehen werden, sind Beschlüsse bezüglich solcher Angelegenheiten vorbehaltlich der Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung und des Artikels 22 dieses Gesellschaftsvertrags zu fassen. Die Gesellschafter sollen hinsichtlich einer in Artikel 22 dieses Gesellschaftsvertrags genannten Angelegenheit keine Entscheidung treffen oder Handlung ausführen, es sei denn dies geschieht in der in Artikel 22 vorgesehene Art und Weise.

11.4. Ein Gesellschafter kann an jeder beliebigen Gesellschafterversammlung teilnehmen, indem er eine andere Person, Gesellschafter oder nicht, durch ein unterzeichnetes Dokument, das auf dem Postweg, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedwedes andere Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt, wobei eine Kopie einer solchen Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Gesellschafter vertreten.

11.5. Es wird vermutet, dass ein Gesellschafter, der an einer Gesellschafterversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieser Gesellschafter identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und sich effektiv an der Versammlung beteiligen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist.

11.6. Jeder Gesellschafter kann seine Stimme in einer Gesellschafterversammlung durch ein unterzeichnetes Stimmformular, welches per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an die in der Ladung genannte Adresse gesendet wird, abgeben. Die Gesellschafter können nur solche Stimmformulare verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge an die Versammlung sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Gesellschafter ermöglichen, seine Stimme zugunsten oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechenden Kästchen ankreuzt. Die Gesellschaft wird nur solche Stimmformulare berücksichtigen, die sie vor der Gesellschafterversammlung, auf die sie sich beziehen, erhalten hat.

11.7. Der Geschäftsführerrat kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die von den Gesellschaftern erfüllt werden müssen, damit sie an Gesellschafterversammlungen teilnehmen können.

Art. 12. Änderung des Gesellschaftsvertrags. Unter den gesetzlichen Voraussetzungen und unter den Voraussetzungen des Artikels 11.3.3. kann dieser Gesellschaftsvertrag durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung abgeändert werden, welcher von einer (i) zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, gefasst wird.

Art. 13. Protokoll von Gesellschafterversammlungen.

13.1. Der Rat der Versammlung muss ein Protokoll der Versammlung aufnehmen, welches von seinen Mitgliedern sowie von jedem Gesellschafter, der das ersucht, unterzeichnet wird.

13.2. Der alleinige Gesellschafter, soweit anwendbar, muss ebenfalls ein Protokoll über die von ihm gefassten Beschlüsse aufnehmen und unterzeichnen.

13.3. Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, welche in Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder welche einem Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde aufgenommen hat, beglaubigt werden, oder müssen je nach Lage des Falles durch den Präsidenten des Geschäftsführerrats, durch zwei beliebige seiner Mitglieder oder durch den alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

C. Geschäftsführung

Art. 14. Befugnisse des Geschäftsführerrats.

14.1. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, die nicht zugleich Gesellschafter sein müssen. Der Geschäftsführerrat ist das zur Geschäftsführung und Vertretung der Gesellschaft befugte Gesellschaftsorgan und ist im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 15 und des Artikels 16 zu bestellen. Die Gesellschaft hat Geschäftsführer der Klasse A und Geschäftsführer der Klasse B. In Übereinstimmung mit dieser Satzung kann die Gesellschaft weiterhin Geschäftsführer der Klasse C haben. Soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Geschäftsführer" nicht ausdrücklich in diesem Gesellschaftsvertrag erwähnt ist, soll ein in diesem Gesellschaftsvertrag genannter Verweis auf den "Geschäftsführerrat" als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ gelesen werden.

14.2. Der Geschäftsführerrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch Gesetz oder durch diesen Gesellschaftsvertrag den Gesellschaftern/dem Gesellschafter vorbehaltenen Handlungen.

14.3. Soweit gesetzlich zulässig, können die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und die Vertretung innerhalb dieser Führung des Tagesgeschäfts einem oder mehreren Geschäftsführern oder anderen Personen, ob sie Gesellschafter sind oder nicht, allein oder gemeinschaftlich übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch Beschluss des Geschäftsführerrats festgesetzt.

14.4. Die Gesellschaft kann notariell oder durch privatschriftliche Urkunde spezielle Vollmachten an jedwede Person erteilen, die alleine oder gemeinschaftlich mit anderen als Beauftragter der Gesellschaft handeln soll.

Art. 15. Zusammensetzung des Geschäftsführerrats.

15.1. Der Geschäftsführerrat muss aus seiner Mitte, aus einer Liste von durch den Gesellschafter der Klasse A vorgeschlagen Kandidaten, einen Präsidenten des Geschäftsführerrats wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Gesellschafter noch Mitglied des Geschäftsführerrats sein muss.

15.2. Der Geschäftsführerrat ist in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikels 16.3 zusammenzusetzen und soll aus maximal neun (9) Geschäftsführern bestehen. Die Höchstanzahl der Geschäftsführer kann von Zeit zu Zeit gemäß den Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung angepasst werden.

Art. 16. Vorschlag, Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern und Ende der Amtszeit.

16.1. In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikels 16.3. sollen der Klasse A Gesellschafter und der Klasse B Gesellschafter jederzeit und von Zeit zu Zeit berechtigt sein, eine Liste mit Namen von Kandidaten vorzuschlagen, die von der Gesellschafterversammlung der Gesellschaft auf der in Artikel 16.3. vorgesehenen Grundlage als (i) Geschäftsführer der Klasse A im Falle von Gesellschaftern der Klasse A, und als (ii) Geschäftsführer der Klasse B im Falle von Gesellschaftern der Klasse B, ernannt werden.

16.2. Zusätzlich zu den von den Gesellschaftern der Klasse A vorzuschlagenden Geschäftsführern der Klasse A und den von den Gesellschaftern der Klasse B vorzuschlagenden Geschäftsführern der Klasse B soll jeder Gesellschafter der Klasse A und jeder Gesellschafter der Klasse B jeweils in dem in Artikel 16.3. bezeichneten Umfang berechtigt sein, eine Liste mit Namen von Kandidaten vorzuschlagen, die von der Gesellschafterversammlung als Geschäftsführer der Klasse C ernannt werden sollen.

16.3. Vorschlag von Geschäftsführern

Die Gesellschafter der Klasse A, gemeinschaftlich handelnd, und der Gesellschafter der Klasse B sind berechtigt, in ihrem Ermessen und durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft, für jede zehn Prozent (10%) der von Ihnen in dem relevanten Zeitpunkt am Gesellschaftskapital gehaltenen Anteile, der Hauptversammlung die Ernennung eines Geschäftsführers wie folgt vorzuschlagen:

Stammanteile in Prozent	Anzahl der Geschäftsführer
Mehr als neunzig Prozent (90%)	Neun (9) Geschäftsführer (einschließlich mindestens drei (3) Geschäftsführern der Klasse C)
Mehr als achtzig Prozent (80%) bis	Acht (8) Geschäftsführer (einschließlich mindestens drei (3) Geschäftsführern der Klasse C)
maximal neunzig Prozent (90%)	
Mehr als siebenzig Prozent (70%) bis	Sieben (7) Geschäftsführer (einschließlich mindestens zwei (2) Geschäftsführern der Klasse C)

maximal achtzig Prozent (80%)	Geschäftsführern der Klasse C)
Mehr als sechzig Prozent (60%) bis	Sechs (6) Geschäftsführer (einschließlich mindestens zwei (2)
maximal siebenzig Prozent (70%)	Geschäftsführern der Klasse C)
Mehr als fünfzig Prozent (50%) bis	Fünf (5) Geschäftsführer (einschließlich mindestens zwei (2)
maximal sechzig Prozent (60%)	Geschäftsführern der Klasse C)
Mehr als vierzig Prozent (40%) bis	Vier (4) Geschäftsführer (einschließlich mindestens einem (1)
maximal fünfzig Prozent (50%)	Geschäftsführer der Klasse C)
Mehr als dreißig Prozent (30%) bis	Drei (3) Geschäftsführer (einschließlich mindestens einem (1)
maximal vierzig Prozent (40%)	Geschäftsführer der Klasse C)
Mehr als zwanzig Prozent (20%) bis	
maximal dreißig Prozent (30%)	Zwei (2) Geschäftsfüh
Mehr als zehn Prozent (10%) bis	
maximal zwanzig Prozent (20%)	Ein (1) Geschäftsführer

16.4. Ein Geschäftsführer der Klasse C, der von den Gesellschaftern der Klasse A und/oder den Gesellschafter der Klasse B zur Ernennung vorgeschlagen wurde, soll von der ihn vorschlagenden Partei unabhängig sein und über einschlägige Fachkenntnisse und Referenzen verfügen und soll nach Beratung unter den Gesellschaftern ernannt werden.

16.5. Solange das Rhone Partnership (direkt und indirekt) Stammanteile hält, soll es von Zeit zu Zeit berechtigt sein, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft eine Person zur Ernennung als Geschäftsführer der Klasse B vorzuschlagen, welche der „Rhone VCOC Geschäftsführer“ genannt wird, sowie die Abberufung eines auf diese Weise ernannten Geschäftsführers vorzuschlagen und einen anderen an dessen Stelle zu ernennen, jeweils durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft. Die Rechte des Rhone Partnerships (welche am Datum dieses Gesellschaftsvertrags durch den Investor ausgeübt werden), die Ernennung und Abberufung eines Rhone VCOC Geschäftsführers gemäß dieses Artikels 16.5 vorzuschlagen, können von einem durch das Rhone Partnership von Zeit zu Zeit benannten Vertreter desselben ausgeübt werden. Wird ein Rhone VCOC Geschäftsführer ernannt, so wird die Anzahl der von dem Gesellschafter der Klasse B gemäß Artikel 16.3 vorzuschlagenden Geschäftsführer der Klasse B um eins herabgesetzt.

16.6. Ein Klasse A Gesellschafter oder ein Klasse B Gesellschafter, der zehn Prozent (10%) oder weniger aller von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile hält, soll weder berechtigt sein, eine Liste mit Namen von Kandidaten vorzuschlagen, die von der Gesellschafterversammlung der Gesellschaft als Geschäftsführer ernannt werden können, noch soll er dazu berechtigt sein, Mitglieder des Geschäftsführerrats zu halten, welche von ihm vorgeschlagen wurden.

16.7. Jeder Geschäftsführer kann im Einklang mit den Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung jederzeit, fristlos und ohne Grund durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden. Insbesondere sollen die Gesellschafter der Klasse A und die Gesellschafter der Klasse B, gemeinschaftlich handelnd, unter Einhaltung der unter Artikel 16.3. vorgeschriebenen Prozedur berechtigt sein, die Abberufung eines Geschäftsführers vorzuschlagen, der auf seinen Vorschlag ernannt wurde, und die Ernennung eines anderen Geschäftsführers vorzuschlagen, der diesen ersetzen soll, und die anderen Gesellschafter sollen einer solche Abberufung zu stimmen. Ein Geschäftsführer, der zugleich Gesellschafter ist, ist nicht von der Abstimmung über seine eigene Abberufung ausgeschlossen.

16.8. Jeder Geschäftsführer hat sein Amt weiter auszuüben, bis sein Nachfolger, sofern vorgesehen, gewählt wurde. Jeder Geschäftsführer kann auch für aufeinander folgende Zeiträume wiedergewählt werden.

16.9. Die Geschäftsführer, die Mitglieder des Exekutivausschusses, des Prüfungsausschusses und des Vergütungsausschusses (wie unter Artikel 21 dieses Gesellschaftsvertrags beschrieben) haben seitens der Gesellschaft Anspruch auf Erstattung sämtlicher angemessener Kosten und Auslagen (einschließlich Reisekosten, zzgl. MwSt. oder einer gleichwertigen ausländischen Steuer), welche den betreffenden Personen auf vertretbare Art und Weise im Zusammenhang mit der Ausführung ihrer Aufgaben als Geschäftsführer oder Mitglieder eines der genannten Ausschüsse entstanden sind.

Art. 17. Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrats.

17.1. Der Geschäftsführerrat versammelt sich auf Einberufung durch seinen Präsidenten oder durch zwei (2) seiner Mitglieder an dem in der Ladung zur Sitzung angegebenen Ort wie im nächsten Abschnitt beschrieben.

17.2. Jeder Geschäftsführer muss mindestens fünf (5) Geschäftstage vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführerrats per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel schriftlich geladen werden. Ist ein Geschäftsführer der Ansicht, dass eine Sitzung des Geschäftsführerrates dringend erforderlich ist um eine maßgebliche und eilige Entscheidung bezüglich des Geschäftsbetriebs der Gesellschaft oder einer ihrer direkten oder indirekten Tochtergesellschaften zu treffen, so ist für eine Ladung lediglich eine Frist von vierundzwanzig (24) Stunden erforderlich. Eine Tagesordnung, in welcher die in dieser Sitzung zu erörternden Fragen angemessen detailliert aufgeführt sind, ist an alle Geschäftsführer mit der Ladung zur Sitzung zu schicken. In einer Sitzung des Geschäftsführerrates soll kein Beschluss gefasst werden und kein Geschäft abgewickelt werden, welches nicht auf angemessene Weise in der Tagesordnung der Sitzung aufgeführt war, soweit nicht durch einen Geschäftsführer der Klasse A und einen Geschäftsführer der Klasse B (in jedem Fall unter Ausschluss der Geschäftsführer der Klasse C) etwas anders vereinbart wurde. Auf eine Ladung kann mit Zustimmung aller Geschäftsführer verzichtet werden, und die persönliche, telefonische oder durch elektronische Mittel vermittelte Teilnahme an einer Sitzung soll als Verzicht auf eine Ladung

gelten. Auch ist eine Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrats nicht erforderlich, deren Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführerrats bestimmt wurde, oder im Falle von schriftlichen Umlaufbeschlüssen gemäß diesem Gesellschaftsvertrag.

Art. 18. Verlauf von Sitzungen des Geschäftsführerrats.

18.1. Sitzungen des Geschäftsführerrats werden durch den Präsidenten des Geschäftsführerrats geleitet. In seiner Abwesenheit kann der Geschäftsführerrat einen anderen Geschäftsführer der Klasse A als vorübergehenden Präsidenten ernennen.

18.2. Quorum

Der Geschäftsführerrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn (i) die Mehrheit seiner Mitglieder (ii) einschließlich eines (1) Geschäftsführers der Klasse A, eines (1) Geschäftsführers der Klasse B (solange der Gesellschafter der Klasse B mehr als zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft hält) und eines (1) Geschäftsführers der Klasse C (solange der Gesellschafter der Klasse B mehr als ein Prozent (1%), aber weniger als zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft hält und vorausgesetzt das im relevanten Zeitpunkt wenigstens ein Geschäftsführer der Klasse C ernannt wurde) an der Sitzung des Geschäftsführerrats anwesend oder vertreten ist. Solange der Geschäftsführerrat ausschließlich aus Klasse A Geschäftsführern und Klasse B Geschäftsführern besteht und weniger als fünf (5) Geschäftsführer ernannt sind, soll das Quorum durch Anwesenheit eines (1) Geschäftsführers der Klasse A und eines (1) Geschäftsführers der Klasse B erreicht sein. Wird das Quorum durch Anwesenheit oder Vertretung nicht innerhalb von sechzig (60) Minuten ab der für die Sitzung anberaumten Uhrzeit erreicht, so wird die Sitzung im Einklang mit diesem Gesellschaftsvertrag erneut durch eine Ladung mit derselben Tagesordnung einberufen und dies vierundzwanzig (24) Stunden vor der erneut einberufenen Sitzung.

18.3. Abstimmung

Entscheidungen, bei denen es sich nicht um Vorbehaltsangelegenheiten oder um Angelegenheiten, die einer Minderheit vorbehalten sind im Sinne des Artikel 22 dieses Gesellschaftsvertrags handelt, werden mit einfacher Mehrheit der Stimmen der an einer solchen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Im Falle einer Blockadesituation hat der Präsident die entscheidende Stimme.

18.4. Spezifische Angelegenheiten - Angelegenheiten, die dem Geschäftsführerrat vorbehalten sind Beschlüsse bezüglich spezifischer Angelegenheiten, welche in diesem Gesellschaftsvertrag und in der Gesellschaftervereinbarung als Vorbehaltsangelegenheiten oder als Angelegenheiten, die einer Minderheit vorbehalten sind, angesehen werden, müssen in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikels 22 dieses Gesellschaftsvertrags gefasst werden. Der Geschäftsführerrat soll hinsichtlich einer in Artikel 22 dieses Gesellschaftsvertrags genannten Angelegenheit keine Entscheidung treffen oder Handlung auszuführen, es sei denn dies geschieht in der in Artikel 22 vorgesehene Art und Weise.

18.5. Vertreter

Ein Geschäftsführer (bei dem es sich nicht um einen Geschäftsführer der Klasse C handelt) kann an einer Sitzung des Geschäftsführerrats teilnehmen, indem er ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrats durch schriftliche Mitteilung per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel bevollmächtigt und diese Mitteilung an (i) die in der Gesellschaftervereinbarung aufgeführten Personen und (ii) den betreffenden Geschäftsführer richtet, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Jeder Geschäftsführer der Klasse C kann an einer Sitzung des Geschäftsführerrats teilnehmen, indem er einen Geschäftsführer der Klasse C durch schriftliche Mitteilung per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel bevollmächtigt und diese Mitteilung an (i) die in der Gesellschaftervereinbarung aufgeführten Personen und (ii) den betreffenden Geschäftsführer richtet, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten. Ein Vertreter hat das Recht auf Erhalt einer Ladung zu jeder Sitzung des Geschäftsführerrats, auf Teilnahme und Abstimmung als Vertreter an jeder Sitzung, bei welcher der ihn ernennende Geschäftsführer nicht persönlich teilnimmt, und generell während der Abwesenheit des Vertretenen alle Dinge auszuführen, zu denen der Vertretene ermächtigt oder befugt ist. Ein Geschäftsführer, der gleichzeitig Vertreter ist, hat in der Abwesenheit des Vertretenen das Recht: (i) auf eine separate Stimme im Namen des Vertretenen zusätzlich zu seiner eigenen Stimme; und (ii) als Teil des Quorums des Geschäftsführerrats eigenständig und für den von ihm vertretenen Gesellschafter gezählt zu werden.

18.6. Ein Mitglied des Geschäftsführerrats, das an einer Sitzung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieses Mitglied identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und effektiv an der Sitzung teilnehmen können, gilt für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit als anwesend. Eine durch solche Kommunikationsmittel abgehaltene Sitzung gilt als am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten. Außer in dringenden Fällen, in denen Geschäftsführer ungeachtet des Landes, in dem sie sich zu dem relevanten Zeitpunkt aufhalten, an einer Sitzung mittels der bezeichneten Kommunikationsmittel teilnehmen können, soll eine Sitzung des Geschäftsführerrats nur dann über derartige Kommunikationsmittel abgehalten werden, wenn mindestens die Hälfte der Geschäftsführer, die an der Sitzung teilnehmen, zur Zeit der Sitzung in Luxemburg körperlich anwesend sind.

18.7. Der Geschäftsführerrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse fassen, welche dieselbe Wirkung haben wie in einer ordnungsgemäß geladenen und abgehaltenen Sitzung gefasste Beschlüsse. Solche schriftlichen Beschlüsse sind gefasst, wenn sie durch alle Mitglieder des Geschäftsführerrats auf einem einzigen Dokument oder auf verschiedenen Duplikaten

datiert und unterzeichnet worden sind, wobei eine Kopie der Unterschrift, die per Post, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel gesendet wurde, hinreichender Beweis dafür ist. Das Dokument, das alle Unterschriften enthält, oder die Gesamtheit aller Duplikate, je nach Lage des Falles, stellt das Schriftstück dar, welches das Fassen der Beschlüsse beweist, und das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum solcher Beschlüsse.

18.8. Jeder Geschäftsführer, der an einer Transaktion, die dem Geschäftsführerrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss den Geschäftsführerrat über diesen Interessenkonflikt informieren, und seine Erklärung muss im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen werden. Der betreffende Geschäftsführer kann weder an der Beratung über die in Frage stehende Transaktion teilnehmen, noch darüber abstimmen. Wenn die Gesellschaft einen einzigen Geschäftsführer hat und dieser Geschäftsführer in einer zwischen ihm und der Gesellschaft geschlossenen Transaktion direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss dieser Interessenkonflikt im Protokoll über die betreffende Transaktion aufgenommen werden. Dieser Artikel 18.8 ist nicht anwendbar auf laufende Geschäfte, die unter normalen Bedingungen geschlossen wurden.

18.9. Im Einklang mit den Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung findet in dem Fall, in dem die folgenden Angelegenheiten von dem Geschäftsführerrat diskutiert oder beschlossen werden sollen, Artikel 18.11 Anwendung:

(i) jeder Vertrag oder Vertragsvorschlag zwischen der Gesellschaft oder einer anderen Gruppengesellschaft und einer Klasse B Gesellschaftereinheit;

(ii) jeder Vertrag oder Vertragsvorschlag oder jede Geschäftsbeziehung zwischen der Gesellschaft oder einer anderen Gruppengesellschaft und einer Klasse A Gesellschaftereinheit;

(iii) Ansprüche, Handlungen oder Streitigkeiten zwischen der Gesellschaft oder einer ihrer direkten oder indirekten Tochtergesellschaften und einer Klasse A Gesellschaftereinheit oder einer Klasse B Gesellschaftereinheit; und

(iv) jede Übertragung kraft Gesetz (jeweils eine Konfliktsituation).

18.10 Tritt eine Konfliktsituation ein:

(i) können die Geschäftsführer der Klasse A verlangen, dass die Geschäftsführer der Klasse B von der Teilnahme an der Diskussion und/oder am Entscheidungsprozess bei Sitzungen des Geschäftsführerrats bezüglich einer Konfliktsituation einer Klasse B Gesellschaftereinheit ausgeschlossen werden;

(ii) können die Geschäftsführer der Klasse B verlangen, dass die Geschäftsführer der Klasse A von der Teilnahme an der Diskussion und/oder am Entscheidungsprozess bei Sitzungen des Geschäftsführerrats bezüglich einer Konfliktsituation einer Klasse A Gesellschaftereinheit ausgeschlossen werden;

(iii) werden die Geschäftsführer der Klasse A weder bei der Feststellung des Quorums mitgezählt, noch sind sie zur Abstimmung im Hinblick auf eine Sitzung des Geschäftsführerrats berechtigt, welche über eine Konfliktsituation einer Klasse A Gesellschaftereinheit beschließt oder diskutiert, vorausgesetzt dass kein weiteres Geschäft in der Sitzung des Geschäftsführerrats getätigt wird; und

(iv) werden die Geschäftsführer der Klasse B weder bei der Feststellung des Quorums mitgezählt, noch sind sie zur Abstimmung im Hinblick auf eine Sitzung des Geschäftsführerrats berechtigt, welche über eine Konfliktsituation einer Klasse B Gesellschaftereinheit beschließt oder diskutiert, vorausgesetzt dass kein weiteres Geschäft in der Sitzung des Geschäftsführerrats getätigt wird.

Die Artikel 18.10 und 18.11 finden bei Entscheidungen des Geschäftsführerrats in Verbindung mit Angelegenheiten oder Handlungen der Gesellschaft, die in der Gesellschaftervereinbarung (einschließlich eines Exits) aufgeführt sind, keine Anwendung.

Art. 19. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführerrats.

19.1. Der Sekretär oder, wenn ein solcher nicht ernannt worden ist, der Präsident, soll ein Protokoll über jede Sitzung des Geschäftsführerrats aufnehmen, welches vom Präsidenten und vom Sekretär, falls vorhanden, unterzeichnet wird.

19.2. Im Falle von Entscheidungen des Geschäftsführers über Vorbehaltsangelegenheiten im Sinne des Artikels 22 dieser Satzung soll das Protokoll der Sitzung durch den Präsidenten (oder durch den Präsidenten pro tempore der Sitzung ernannt durch die Geschäftsführer der Klasse A, im Falle das der Präsident bei der Sitzung nicht anwesend ist), einen (1) Geschäftsführer der Klasse B und den Sekretär unterzeichnet werden.

19.3. Der alleinige Geschäftsführer, soweit anwendbar, soll über seine Beschlüsse ebenfalls ein Protokoll aufnehmen.

19.4. Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder die Dritten zugänglich gemacht werden sollen, je nach Lage des Falles, vom Präsidenten des Geschäftsführerrats, von zwei beliebigen seiner Mitglieder (einschließlich mindestens eines (1) Geschäftsführers der Klasse A und eines (1) Geschäftsführers der Klasse B) oder vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

Art. 20. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift von (i) einem Geschäftsführer der Klasse A und einem Geschäftsführer der Klasse B, (ii) durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers für den Fall das nur ein (1) Geschäftsführer ernannt ist, oder (iii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en) gebunden, der/denen eine solche Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführerrat oder den alleinigen Geschäftsführer übertragen worden ist. Die Gesellschaft wird gemäß den Regeln und in den Grenzen einer Übertragung der Führung des Tagesgeschäfts gegenüber Dritten durch

die Unterschrift jedes/aller Beauftragten gebunden, dem/denen die Befugnis in Verbindung mit der Führung des Tagesgeschäfts allein oder gemeinschaftlich übertragen wurde.

Art. 21. Ausschüsse und Beobachter.

21.1 Der Geschäftsführerrat der Gesellschaft ist dazu berechtigt, ständige Ausschüsse im Einklang mit den Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung einzurichten, einschließlich:

- (a) eines Exekutivausschusses, der für die tägliche und operationelle Geschäftsführung der Gesellschaft und deren direkten und indirekten Tochtergesellschaften verantwortlich ist;
- (b) eines Prüfungsausschusses; und
- (c) eines Vergütungsausschusses.

21.2 Im Einklang mit den Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung ist jeder Gesellschafter der Klasse A und jeder Gesellschafter der Klasse B zur Ernennung eines Beobachters berechtigt, welcher das Recht hat, an allen Sitzungen des Geschäftsführerrats und des Exekutivausschusses teilzunehmen und das Wort zu ergreifen, bei solchen Sitzungen jedoch kein Stimmrecht hat.

D. Vorbehaltsangelegenheiten

Art. 22. Vorbehaltsangelegenheiten - Angelegenheiten, die einer Minderheit vorbehalten sind.

22.1 Vorbehaltlich der Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung sollen der Geschäftsführerrat oder die Gesellschafterversammlung, ein Bevollmächtigter oder Geschäftsführer der Gesellschaft keine Handlung oder Entscheidung bezüglich einer der unter Artikel 22.2 spezifizierten Angelegenheiten (die Vorbehaltsangelegenheiten) ohne Klasse A Gesellschafter Zustimmung (vorausgesetzt, dass zu dem betreffenden Zeitpunkt die Familien Holdcos, wie in der Gesellschaftervereinbarung definiert, gemeinsam eine Anzahl an Stammanteilen halten, die mehr als fünfzehn Prozent (15%) aller ausgegebenen Stammanteile darstellt) und Klasse B Gesellschafter Zustimmung (vorausgesetzt, dass zu dem betreffenden Zeitpunkt der Klasse B Gesellschafter eine Anzahl an Stammanteilen hält, die mehr als fünfzehn Prozent (15%) aller ausgegebenen Stammanteile darstellt) treffen. Bei der Berechnung dieser Prozentsätze wird ausschließlich eine Herabsetzung, welche durch einen Verkauf von Stammanteilen durch den betreffenden Gesellschafter herbeigeführt wird, berücksichtigt.

22.2 Im Einklang mit den Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung handelt es sich bei den folgenden Angelegenheiten um Vorbehaltsangelegenheiten:

Verfassungsmäßige Struktur und Anteilsstruktur

(i) Jede Änderung des Memorandums oder Gesellschaftsvertrag oder der gleichwertigen Gründungsdokumente eines beliebigen Mitglieds der Gruppe oder die Genehmigung eines neuen Gesellschaftsvertrags oder neuer Gründungsdokumente eines beliebigen Mitglieds der Gruppe.

(ii) Die Einführung, Zuteilung oder Ausgabe von Anteilen oder Wertpapieren, einschließlich jeder weiteren Gesellschafterinstrumente eines beliebigen Mitglieds der Gruppe (anders als im Kontext einer Börsennotierung) (gemeinsam Wertpapiere), oder die Gewährung oder die Vereinbarung der Gewährung einer Option oder von Anteilen (in Form von in Anteile umwandelbare Anleihen oder in sonstiger Form) über Beteiligungen oder über nicht eingefordertes Kapital der betreffenden Gesellschaft, oder jedes ähnliche Recht, es sei denn, dies wurde ausdrücklich in der Gesellschaftervereinbarung im Hinblick auf eine Notfallausgabe vorgesehen, außer in Fällen, in denen eine derartige Ausgabe von Beteiligungen zwischen Gruppengesellschaften stattfindet.

(iii) Die Kapitalisierung, Rückzahlung oder andere Form von Ausschüttung eines Betrags, der einer Rücklage eines Mitglieds der Gruppe gutgeschrieben ist, oder der Rückkauf oder Kauf seiner eigenen Anteile oder jede andere Restrukturierung oder Herabsetzung des Stammkapitals (unter Ausschluss der Zahlung von Dividenden).

(iv) Die Rückzahlung von Kapital oder Vermögenswerten an Mitglieder eines beliebigen Mitglieds der Gruppe.

(v) Der Konkursantrag oder die Beschlussfassung zur Auflösung der Gesellschaft oder einer Wichtigen Tochtergesellschaft.

(vi) Der Abschluss eines Gläubigervergleichs im Allgemeinen oder jeder Antrag auf Zwangsverwaltung oder auf die Ernennung eines Konkursverwalters oder Vermögensverwalters durch die Gesellschaft oder eine Wesentliche Tochtergesellschaft.

(vii) Jede Änderung der Rechtsform oder des Status einer Gruppengesellschaft.

Führung der Geschäfte der Gruppe

(viii) Jede wesentliche Änderung der Art oder des Zwecks der Geschäfte der Gruppe, einschließlich der Einführung oder der Einstellung eines wesentlichen Tätigkeitsbereichs.

(ix) Die Annahme eines Geschäftsplans, oder eine Änderung des bestehenden Geschäftsplans, welcher EBITDA-Ziele enthält oder nach seiner Änderung erhalten würde, die die Ziele des aktuellen Geschäftsplans um mindestens zehn Prozent (10%) unterschreiten, oder Investitionsaufwendungen oder andere Anlageziele enthält, die diejenigen des aktuellen Geschäftsplans um mindestens zehn Prozent (10%) überschreiten.

(x) Der Erwerb von Anteilen oder anderer gesetzlicher oder wirtschaftlicher Beteiligungen, oder die Investition in eine andere Gesellschaft oder ein anderes Unternehmen, durch ein Mitglied der Gruppe.

(xi) Der Zusammenschluss oder die Fusion eines Mitglieds der Gruppe mit einer anderen Gesellschaft oder juristischen Person, bei der es sich nicht um einen Zusammenschluss oder ein Fusion handelt, die als Teil der gruppeninternen Reorganisation eintritt.

(xii) Die Einstellung wesentlicher Geschäfte oder die Veräußerung oder Verwässerung einer gesetzlichen oder wirtschaftlichen Beteiligung in einer Wesentlichen Tochtergesellschaft.

(xiii) Abschluss, Kündigung oder Änderung von Verträgen oder Vereinbarungen:

(a) außerhalb der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit; oder

(b) die nicht den marktüblichen Bedingungen entsprechen (unabhängig davon, ob diese rechtlich bindend sind oder nicht); oder

(c) mit einem Direktor oder Gesellschafter oder einer anderen Person, die mit einem Direktor oder Gesellschafter verbunden ist, oder eine Transaktion einer Gruppengesellschaft mit einer verbundenen Partei (wobei es sich nicht um gruppeninterne Übertragungen zwischen allein durch die Gruppe gehaltenen Mitgliedern der Gruppe handelt), wobei zum Zwecke dieser Vorschriftverbundene Partei jede Familieneinheit oder deren Verbundenen Personen oder Mitglieder der Gesellschaftergruppe der Gesellschafter der Klasse B bezeichnet; oder

(d) die für alle Eigentümer von Gesellschafterinstrumenten bindend wären oder gemäß derer Rückgriff auf Eigentümer von Gesellschafterinstrumenten genommen werden könnte.

(xiv) Der Beginn, die Beilegung oder der Vergleich eines Gerichts- oder Schiedsverfahrens (mit Ausnahme eines Inkassoverfahrens) durch ein Mitglied der Gruppe.

(xv) Bei Angelegenheiten mit Regierungsbehörden, Steuerbehörden oder anderen Aufsichtsbehörden, jeweils sofern diese außerhalb der gewöhnlichen Geschäftstätigkeit liegen.

Finanzielle Angelegenheiten

(xvi) Jede Änderung des Bilanzstichtags eines Mitglieds der Gruppe oder eine Änderung ihrer Rechnungslegungsgrundsätze oder Rechnungslegungsmethoden, die nicht ausdrücklich gesetzlich vorgeschrieben sind oder im Hinblick auf die Übereinstimmung mit IFRS erforderlich sind.

(xvii) Die Ernennung des Wirtschaftsprüfers eines Mitglied der Gruppe, und jede nachträgliche Veränderung des Wirtschaftsprüfers eines Mitglieds der Gruppe.

(xviii) Die Genehmigung des geprüften Konzernabschlusses der Gesellschaft für jedes Geschäftsjahr.

(xix) Der Beschluss oder die Zahlung einer Dividende in Übereinstimmung mit den in der Gesellschaftervereinbarung vorgesehenen Bestimmungen über die Ausschüttungspolitik bei Stammanteilen oder der Beschluss oder die Durchführung sonstiger Ausschüttungen durch ein Mitglied der Gruppe (sofern diese nicht an ein anderes Mitglied der Gruppe erfolgt).

(xx) Die Eingehung von, oder der Abschluss einer Transaktion mit der Folge der Neuverschuldung (anders als durch Handelskredite zu normalen Geschäftsbedingungen und innerhalb der normalen Geschäftstätigkeit), oder die Gewährung von Garantien in Bezug auf die Verbindlichkeiten einer Drittpartei, welche im Zusammenspiel mit:

(a) der gesamten Verschuldung, welche von der Gruppe im Zeitraum der vergangenen zwölf (12) Monate eingegangen wurde; und

(b) sämtlicher Verschuldung, welche von der Gruppe aufgrund zusammenhängender oder nicht zusammenhängender Transaktionen im Zeitraum der folgenden zwölf (12) Monaten eingegangen werden soll, den Gesamtbetrag der Verschuldung der Gruppe um zehn Millionen Euro (EUR 10.000.000) erhöhen würde, sowie jede wesentliche Änderungen der Bestimmungen eines Vertrags oder einer Vereinbarung bezüglich einer solchen Verschuldung.

Direktoren und Angestellte

(xxi) Jede Änderung der Zusammensetzung oder der Befugnisse des Rates, es sei denn, diese wurde ausdrücklich in dem Gesellschaftervertrag vorgesehen.

(xxii) Die Ernennung oder Abberufung des Generaldirektors oder des Finanzdirektors der Gesellschaft.

(xxiii) Jede Befugnisübertragung der Direktoren an einen geschäftsführenden Direktor oder Direktionsausschuss oder an jede andere Person, es sei denn, dies wurde ausdrücklich in diesem Gesellschaftsvertrag oder in der Gesellschaftervereinbarung vorgesehen.

(xxiv) Jede wesentliche Änderung der Bedingungen oder des Deckungsumfangs der Haftungsversicherung der Direktoren und Bevollmächtigten durch die Gruppe oder jede Beendigung einer solchen Deckung.

(xxv) Zum Zwecke dieses Artikels 22.2 steht Direktor für den Direktor eines Mitglieds der Gruppe.

Steuerangelegenheiten

(xxvi) Jeder Schritt oder jede Handlung, welche aus steuerrechtlicher Sicht zu einem Sitzwechsel eines Mitglieds der Gruppe führt oder voraussichtlich führen würde, oder, im Falle der Gesellschaft, zur Begründung ihres (zusätzlichen) Sitzes in einer anderen Rechtsordnung als Luxemburg und zur Begründung der Steuerpflicht (auch) außerhalb Luxemburgs.

(xxvii) Jede Änderung in der Rechts- oder Organisationsstruktur der Gruppe, die aus steuerlicher Sicht wesentliche und negative Auswirkungen auf einen Gesellschafter hat oder voraussichtlich haben wird.

22.3 Unbeschadet des Artikels 22.2 und vorbehaltlich des Artikels 22.4 sollen die Gesellschafter ihre jeweiligen Befugnisse und Rechte bezüglich der Gesellschaft in dem Sinne ausüben, dass keine Handlung oder Entscheidung bezüglich einer Angelegenheit gemäß der folgenden Abschnitte des Paragraphs 22.2: (i) Paragraph (i);

(ii) Paragraph (ii) (jedoch nur soweit entweder: die Einführung, Zuteilung oder Ausgabe eines Anteils oder Wertpapiers, oder die Gewährung von Optionen oder Beteiligungen (in jedem Fall) nicht zum Marktwert erfolgt);

(iii) Paragraph (iii), (iv) und (ixx) (in jedem Fall nur soweit eine der beabsichtigten Handlungen in diesen Paragraphen zwischen den Gesellschaftern nicht auf einer pro Rata-Basis oder in sonstiger Weise im Einklang mit diesem Gesellschaftsvertrag ausgeführt werden);

(iv) Paragraph (vii) und (xxvi) (jeweils nur sofern die jeweilige Angelegenheit unverhältnismäßige und negative Auswirkungen entweder auf die Gesellschafter der Klasse A (einerseits), oder auf die Gesellschafter der Klasse B (andererseits), jeweils im Vergleich mit dem jeweiligen anderen);

(v) Paragraph (xiii) (c) (aber nur soweit ein solcher Vertrag, eine solche Vereinbarung oder Transaktion nicht den marktüblichen Bedingungen entspricht und von einer Mehrheit der Geschäftsführer der Klasse C genehmigt wurde (vorausgesetzt im Relevanten Zeitpunkt ist wenigstens ein Geschäftsführer der Klasse C ernannt);

(vi) Paragraph (xiii) (d); und

(vii) Paragraph (xxi) und (xxiv) (aber nur soweit der Gesellschafter der Klasse A oder der Gesellschafter der Klasse B gemäß den Bedingungen des Artikels 16 dieses Gesellschaftsvertrags das Recht zur Berufung mindestens eines Geschäftsführers in den Geschäftsführerrat hat), (die Angelegenheiten, die einer Minderheit vorbehalten sind) vom Geschäftsführerrat oder der Gesellschafterversammlung oder von einem Bevollmächtigten oder Geschäftsführer der Gesellschaft ohne Klasse A Gesellschafter Zustimmung und Klasse B Gesellschafter Zustimmung (vorausgesetzt, jeder von ihnen hält im relevanten Zeitpunkt ein Anzahl an Stammanteilen, die mehr als ein Prozent (1%) der ausgegebenen Stammanteile darstellt). Bei der Berechnung dieser Prozentsätze sollen nur solche Herabsetzungen berücksichtigt werden, welche durch einen Verkauf von Stammanteilen durch den betreffenden Gesellschafter herbeigeführt wurden.

22.4 Soweit ein Geschäftsführer der angemessenen Ansicht ist, dass eine Entscheidung bezüglich einer Vorbehaltsangelegenheit oder einer Angelegenheit, die einer Minderheit vorbehalten ist, möglicherweise zu einem Bruch seiner Treuepflichten gegenüber der Gesellschaft führen würde, so kann dieser Gesellschafter verlangen, dass die entsprechende Vorbehaltsangelegenheit oder die Angelegenheit, die einer Minderheit vorbehalten ist, den Gesellschaftern zur Genehmigung vorgelegt wird, und in diesem Fall ist die Zustimmung der Gesellschafter der Klasse A und der Gesellschafter der Klasse B als schriftliche Zustimmung der betreffenden Gesellschafter anzusehen.

F. Aufsicht

Art. 23. Satzungsmaßige(r) Buchprüfer - Unabhängige(r) Buchprüfer.

23.1 Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden ihre Geschäfte durch einen oder mehrere satzungsmäßigen Buchprüfer beaufsichtigt, welche Gesellschafter sind oder nicht.

23.2 Die Gesellschafterversammlung soll die Anzahl der satzungsmäßigen Buchprüfer bestimmen, sie ernennen und ihre Bezahlung und Amtszeit festlegen. Ein ehemaliger oder derzeitiger satzungsmäßiger Buchprüfer kann von der Gesellschafterversammlung wieder ernannt werden.

23.3 Jeder satzungsmäßige Buchprüfer kann jederzeit fristlos und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

23.4 Die satzungsmäßigen Buchprüfer haben ein unbegrenztes Recht stetiger Aufsicht und Kontrolle über alle Geschäfte der Gesellschaft.

23.5 Die satzungsmäßigen Buchprüfer können durch einen Experten unterstützt werden, um die Bücher und Konten der Gesellschaft zu prüfen. Dieser Experte muss von der Gesellschaft genehmigt sein.

23.6 Im Falle einer Mehrheit satzungsmäßiger Buchprüfer bilden diese einen Rat satzungsmäßiger Buchprüfer, welcher aus seiner Mitte einen Präsidenten wählen muss. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Gesellschafter noch satzungsmäßiger Buchprüfer sein muss. Betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Rats satzungsmäßiger Buchprüfer sollen die in diesem Gesellschaftsvertrag genannten Regeln betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Geschäftsführerrats anwendbar sein.

23.7 Wenn die Gesellschafter der Gesellschaft einen oder mehrere unabhängige Buchprüfers (reviseur(s) d'entreprises agréé(s)) im Einklang mit Artikel 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in seiner aktuellen Fassung, ernennen, so entfällt die Ernennung (eines) internen(interner) Buchprüfer(s).

G. Geschäftsjahr - Gewinne - Zwischendividenden

Art. 24. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar jedes Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 25. Gewinne.

25.1 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und so lange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beträgt.

25.2 Die durch einen Gesellschafter an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage oder einer anderen gemäß Artikel 5.3. dieser Satzung geschaffenen Rücklage zugeführt werden.

25.3 Im Falle einer Herabsetzung des Kapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft im Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie zehn Prozent (10%) des Kapitals nicht übersteigt.

25.4 Unter den gesetzlichen Bedingungen und auf Empfehlung durch den Geschäftsführerrat wird die Gesellschafterversammlung beschließen, wie der verbleibende Rest des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß dem Gesetz und diesem Gesellschaftsvertrag und gemäß den Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung verwendet werden soll.

Art. 26. Zwischendividenden - Emissionsagio.

26.1 Der Geschäftsführerrat oder die Gesellschafterversammlung kann Zwischendividenden zahlen unter der Voraussetzung, dass (i) Zwischenkonten erstellt wurden, nach denen genügend Mittel verfügbar sind, (ii) der auszuschüttende Betrag nicht die Gesamtsumme der Gewinne übersteigt, die seit Abschluss des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss genehmigt wurde, realisiert worden sind, einschließlich vorgetragener Gewinne und Summen, die aus zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen entnommen wurden, abzüglich vorgetragener Verluste und solcher Summen, die gemäß dem Gesetz oder diesem Gesellschaftsvertrag der Reserve zuzuführen sind, und (iii) der Buchprüfer der Gesellschaft, falls vorhanden, in seinem Bericht an den Geschäftsführerrat erklärt, dass die beiden erstgenannten Bedingungen erfüllt sind, (iv) die Zahlung von Zwischendividenden im Einklang mit Artikel 22 genehmigt wurde, und (v) solche ausgeschütteten Beträge, die nicht tatsächlich erzielten Gewinnen entsprechen, von dem/den betreffenden Gesellschafter/n zurückgefordert werden können.

26.2 Das Emissionsagio der Gesellschaft ist im Einklang mit den Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung als nicht ausschüttbare Rücklage zu erhalten und kann nur durch Gesellschafterbeschluss oder Beschluss der Geschäftsführer, welcher im Einklang mit den Bestimmungen der Gesellschaftervereinbarung zu treffen ist, unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Unantastbarkeit des Kapitals und die gesetzliche Rücklage an den/die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

H. Liquidation

Art. 27. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Bezahlung der Liquidatoren bestimmt. Die Liquidationserlöse werden an jeden Gesellschafter proportional zu der Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile am Gesellschaftskapital ausgeschüttet.

I. Anwendbares Recht

Art. 28. Anwendbares Recht. Der Gesellschaftsvertrag und seine Auslegung und Interpretation unterliegen Luxemburger Recht. Alle in diesem Gesellschaftsvertrag nicht geregelten Angelegenheiten sollen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung bestimmt werden.

J. Definitionen

Art. 29. Definitionen. Alle Begriffe in Großbuchstaben, die in diesem Gesellschaftsvertrag verwendet, aber nicht definiert wurden, haben die ihnen in der Gesellschaftervereinbarung zugeschriebene Bedeutung. „Verbundene Person“ bedeutet:

(a) in Bezug auf ein Unternehmen (A): Tochtergesellschaften von A, die Holdinggesellschaft von A (soweit vorhanden), jede andere Gesellschaft, die eine Tochtergesellschaft derselben Holdinggesellschaft ist, jede andere Person, die Kontrolle über A ausübt, und deren jeweilige Tochtergesellschaften, Holdinggesellschaften, jede andere Gesellschaft, die eine Tochtergesellschaft derselben Holdinggesellschaft ist und jede andere Person, die Kontrolle über die betreffende Gesellschaft ausübt und, in Bezug auf eine solche Partei, sofern es sich um eine natürliche Person handelt, eine mit einer solchen Person verbundene Person im Sinne des unentstehenden Unterparagraphs (b); und

(b) in Bezug auf eine Einzelperson (B): (i) jede Person, die eine Gesellschaft (C) ist, welche von B kontrolliert wird oder jede Beziehung von B oder solche Personen gemeinschaftlich und/oder Verbundene Personen von C unter den Bedingungen des obenstehenden Unterparagraphs (a); (ii) jede Beziehung von B; und (iii) die Treuhänder eines Trusts;

„Geschäftstag“ bedeutet jeder Tag außer einem Samstag oder Sonntag oder Feiertag in England, Luxemburg oder Griechenland, an dem die Banken für den Geschäftsverkehr in London, Luxemburg oder Athen geöffnet sind;

„Geschäftsplan“ bedeutet der jährlich zu aktualisierende Geschäftsplan für die Gruppe bezüglich des aktuellen Geschäftsjahrs und mindestens der drei folgenden Geschäftsjahre (auf einer jährlichen Basis und in einem Format, welches von Zeit zu Zeit im Einklang mit der Gesellschaftervereinbarung genehmigt wird);

„Generaldirektor“ bedeutet der von Zeit zu Zeit ernannte Generaldirektor der Gruppe;

„Finanzdirektor" bedeutet der von Zeit zu Zeit ernannte Finanzdirektor der Gruppe;

„Geschäftsanteile der Klasse A1" bezeichnet die von der Gesellschaft ausgegebenen und den am 31. Mai 2013 bestellten Pfandrechten unterliegenden 10,996,101 Geschäftsanteile der Klasse A1;

„Geschäftsführer der Klasse A" bedeutet jeder Geschäftsführer der Gesellschaft, der vom Gesellschafter der Klasse A vorgeschlagen wurde;

„Gesellschafter der Klasse A" bedeutet die Eigentümer der Anteile der Klasse A und der Anteile der Klasse A1 an der Gesellschaft zu dem betreffenden Zeitpunkt, allerdings in Bezug auf die Geschäftsanteile der Klasse A1 nur so lange, wie keine Verwertung des Pfands erfolgt ist (zur Vermeldung von Zweifeln, nach Verwertung des Pfands sollen die Geschäftsanteile der Klasse A1 nicht länger von dieser Definition erfasst sein, und sofern das Pfand aufgehoben wird sollen die Geschäftsanteile der Klasse A1 wieder von dieser Definition erfasst sein, wobei die Geschäftsanteile der Klasse A 1 in diesem Fall, sowie vor einer Verwertung des Pfands, zu allen Zwecken als Geschäftsanteile der Klasse A und als Stammanteile der Klasse A angesehen werden sollen und dieselben Rechte und Eigenschaften haben, wie die Geschäftsanteile der Klasse A);

„Klasse A Gesellschafter Zustimmung" bedeutet die schriftliche Zustimmung der Gesellschafter der Klasse A oder die mündliche Zustimmung eines (1) oder mehrerer Geschäftsführer der Klasse A bei einer Sitzung des Geschäftsführerrats oder deren schriftliche Zustimmung;

„Klasse A Gesellschaftereinheit" bedeutet der Gesellschafter der Klasse A oder jede Person seiner Gesellschaftergruppe;

„Geschäftsführer der Klasse B" bedeutet jeder Geschäftsführer der Gesellschaft, der vom Gesellschafter der Klasse B vorgeschlagen wurde;

„Gesellschafter der Klasse B" bedeutet die Eigentümer der Anteile der Klasse B an der Gesellschaft zu dem betreffenden Zeitpunkt;

„Klasse B Gesellschafter Zustimmung" ist die schriftliche Zustimmung der Gesellschafter der Klasse B oder die mündliche Zustimmung eines (1) oder mehrerer Geschäftsführer der Klasse B bei einer Sitzung des Geschäftsführerrats oder deren schriftliche Zustimmung;

„Klasse B Gesellschaftereinheit" bezeichnet einen Inhaber von Anteilen der Klasse B oder eine Person seiner Gesellschaftergruppe;

„Geschäftsführer der Klasse C" ist ein Geschäftsführer, der von der vorschlagenden Partei unabhängig ist und über einschlägige Fachkenntnisse und Referenzen verfügt;

„Gesellschaft" hat die ihr in Artikel 1 zugeschriebene Bedeutung;

„Konfliktsituation" hat die ihr in Artikel 18.10 zugeschriebene Bedeutung;

„Kontrollvertrag" bedeutet ein schriftlicher Vertrag der maßgeblichen Einfluss verleiht, welcher: (a) nicht durch das Memorandum oder die Satzung des Unternehmens, in Bezug auf welches der Einfluss ausgeübt wird, verboten ist; und (b) nicht gegen das Recht verstößt, dem das entsprechende Unternehmen unterliegt.

„EBITDA" bedeutet das konsolidierte Betriebsergebnis der Gruppe vor Steuerabzug und vor Abzug von:

- (a) Zinsen, Kommissionen, Gebühren und anderen Finanzaufwendungen (ob gezahlt, zahlbar oder kapitalisiert);
- (b) Abschreibungen, Wertminderungen oder Wertverlust von Aktiva (oder Wertaufholungen), Gewinne oder Verluste die aus der Neuberechnung von Anlagewerten herrühren;
- (c) Unrealisierte Gewinne oder Verluste auf Derivate oder Finanzinstrumente;
- (d) Aufwand für aktienbasierte Vergütungen;
- (e) Einnahmen oder Ausgaben die aus einem Post-Beschäftigungs Leistungsplan herrühren (ohne aktuelle Dienstleistungskosten);
- (f) Beteiligung der Gesellschafter an Verlusten oder Gewinnen;
- (g) Einmalige, nicht wiederkehrende Ausnahmeposten, welche in Übereinstimmung mit den durch die Gruppe von Zeit zu Zeit angenommenen Buchhaltungsstandards berechnet wurden, einschließlich die Ergebnisse der NYCO Minerals Inc. Und jede nachfolgende Akquisition auf einer pro forma Basis für Zeiträume vor der betreffenden Akquisition;

„Notfallausgabe" hat die ihr in der Gesellschaftervereinbarung zugeschriebene Bedeutung;

„Verwertung des Pfands" bezeichnet das Datum der Übertragung der Geschäftsanteile der Klasse A1 an eine juristische oder natürliche Person bei der es sich nicht um einen Gesellschafter der Gesellschaft oder um eine Verbundene Person handelt, wobei die Übertragung aus der wirksamen Verwertung des Pfands an den Geschäftsanteilen der Klasse A 1 in Ausübung des am oder um den 31. Mai 2013 bestellten Pfandrechts durch die Banken erfolgt ist.

„Familieneinheit" hat die diesem Begriff in der Gesellschaftervereinbarung zugeschriebene Bedeutung;

„Familien Holdco" hat die diesem Begriff in der Gesellschaftervereinbarung zugeschriebene Bedeutung;

„Familienvvertreter" hat die diesem Begriff in der Gesellschaftervereinbarung zugeschriebene Bedeutung;

„Familienvvertreter" hat die diesem Begriff in der Gesellschaftervereinbarung zugeschriebene Bedeutung;

„Geschäftsjahr" bedeutet jedes Geschäftsjahr, welches am 31. Dezember jeden Jahres endet;

„Gruppe" umfasst die Gesellschaft und:

- (a) ihre gelegentlichen Tochtergesellschaften;
- (b) die gelegentliche letztendliche Holdinggesellschaft der Gesellschaft;
- (c) jede andere Person, die gelegentlich eine Tochtergesellschaft derselben letztendlichen Holdinggesellschaft ist, aber jeweils unter Ausschluss jedes Mitglieds der Gesellschaftergruppen und Gruppengesellschaft soll eine entsprechende Bedeutung haben;

„Holdinggesellschaft“ bedeutet ein Unternehmen, welches in Bezug auf ein anderes Unternehmen:

(a) Das Eigentum oder die Kontrolle (direkt oder indirekt) über eine Anzahl von Anteilen am Stammkapital der Tochtergesellschaft hält, die mehr als fünfzig Prozent der Stimmrechte bei Hauptversammlungen der Tochtergesellschaft in allen, oder so gut wie allen, Angelegenheiten, vermitteln; oder

(b) Das Recht hat, die Mehrheit der Mitglieder des Verwaltungsrats der Tochtergesellschaft zu ernennen oder zu entlassen;

(c) Das Recht hat einen maßgeblichen Einfluss auf die Tochtergesellschaft auszuüben, und zwar: (i) kraft der Gründungsdokumente der Tochtergesellschaft, oder (ii) kraft Kontrollvertrag;

(d) Allein oder kraft Vertrag mit anderen Gesellschaftern die Mehrheit der Stimmrechte in der betreffenden Tochtergesellschaft kontrolliert;

Für die Zwecke dieser Definition soll: (i) ein Unternehmen als Mitglied eines anderen Unternehmens behandelt werden, wenn: (A) eine seiner Tochtergesellschaften ein Mitglied dieses Unternehmens ist; oder (B) Anteile des Unternehmens durch eine Person gehalten werden, die für das Unternehmen oder eine Tochtergesellschaft desselben handeln; (ii) ein Unternehmen soll nur dann als einen maßgeblichen Einfluss ausübend angesehen werden, wenn es das Recht hat, die Betriebs- und Finanzpolitik des anderen Unternehmens zu leiten, so dass die Direktoren des anderen Unternehmens verpflichtet sind, sich daran zu halten, gleichgültig ob diese Politik zum Vorteil des Unternehmens ist; (iii) jedes Unternehmen, das eine Tochtergesellschaft eines anderen Unternehmens ist, soll auch Tochtergesellschaft jedes weiteren Unternehmens sein, dessen Tochtergesellschaft das andere Unternehmen ist.

„IFRS“ steht für die internationalen Rechnungslegungsstandards (International Financial Reporting Standards); „Natürlichen Familiengesellschafter“ bedeutet (so lange diese Person Stammanteile hält) Odysseus Kyriakopoulos, Cathrin Kitty Kyriakopoulos und Flora Maria Kyriakopoulou.

„Instrumente“ sind Anteile, Eigenkapital, Quasi-Eigenkapital oder Schuldinstrumente, welche von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit ausgegeben werden, einschließlich Vorzugsequityzertifikate (preferred equity certificates, PECs) und umwandelbare Vorzugsequityzertifikate (convertible preferred equity certificates, CPECs), und einschließlich des Rechts auf Zeichnung oder Umwandlung solcher Instrumente;

„Investor“ hat die diesem Begriff in der Gesellschaftervereinbarung zugeschriebene Bedeutung;

„Gesetz“ steht für das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner aktuellen Fassung;

„Börsennotierung“ hat die diesem Begriff in der Gesellschaftervereinbarung zugeschriebene Bedeutung;

„Wesentliche Tochtergesellschaft“ bedeutet jede Gesellschaft der Gruppe, (a) deren konsolidierte Bruttovermögenswerte drei Prozent der konsolidierten Bruttovermögenswerte der Gruppe übersteigt; und/oder (b) deren konsolidierte Bruttoeinnahmen drei Prozent der konsolidierten Bruttoeinnahmen der Gruppe übersteigen, jeweils basierend auf den neuesten konsolidierten Bilanzen der Gesellschaft.

„Angelegenheiten, die einer Minderheit vorbehalten sind“ hat die diesem Begriff unter Artikel 22 dieses Gesellschaftsvertrags zugeschriebene Bedeutung; „Übertragung kraft Gesetz“ bezeichnet die zwingende Übertragung der Instrumente (oder jedes andere wirtschaftliche oder rechtliche Interesse daran), die unmittelbar vor der Übertragung durch einen Natürlichen Familiengesellschafter gehalten wurden, in Übereinstimmung mit dem anwendbaren Familien-, Erb- oder Insolvenzrecht kraft Gesetz an eine Person, die nicht eine Familieneinheit, ist.

„Stammanteile“ sind die Anteile der Klasse A, die Anteile der Klasse B und die Anteile der Klasse A1 der Gesellschaft, allerdings in Bezug auf die Geschäftsanteile der Klasse A1 nur so lange, wie keine Verwertung des Pfands erfolgt ist (zur Vermeidung von Zweifeln, nach Verwertung des Pfands sollen die Geschäftsanteile der Klasse A1 nicht länger von dieser Definition erfasst sein, und sofern das Pfand aufgehoben wird sollen die Geschäftsanteile der Klasse A1 wieder von dieser Definition erfasst sein, wobei die Geschäftsanteile der Klasse A 1 in diesem Fall, sowie vor Verwertung des Pfands, zu allen Zwecken als Geschäftsanteile der Klasse A und als A Stammanteile angesehen werden sollen und dieselben Rechte und Eigenschaften haben, wie die Geschäftsanteile der Klasse A);

„Beziehung“ bedeutet, in Bezug auf eine natürliche Person, die Ehefrau, die Eltern und jedes Kind oder jeder direkte oder indirekte Abkömmling einer natürlichen Person (darin inbegriffen Stiefeltern, adoptierte Eltern, Stiefkinder und adoptierte Kinder).

„Vorbehaltsangelegenheiten“ hat die diesem Begriff unter Artikel 22 dieses Gesellschaftsvertrags zugeschriebene Bedeutung; „Rhone Partnership“ steht für Rhone Partners IV L.P.;

„Rhone VCOC Geschäftsführer“ hat die diesem Begriff in Artikel 16.6 zugeschriebene Bedeutung;

„Gesellschafter“ ist jeder Eigentümer von Stammanteilen;

„Gesellschaftervereinbarung“ bedeutet jede zu einem gegebenen Zeitpunkt zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft bestehende Gesellschaftervereinbarung;

„Gesellschaftergruppe“ umfasst den betreffenden Gesellschafter und: (a) sofern es sich dabei um eine Gesellschaft handelt: (i) dessen gelegentliche Tochtergesellschaften; (ii) die gelegentliche letztendliche Holdinggesellschaft dieses Gesellschafters; und (iii) jede andere Person, die eine Tochtergesellschaft derselben letztendlichen Holdinggesellschaft ist;

(b) Im Falle einer Familienholdco jede andere Familienholdco, jeden einzelnen von Odysseus Kyriakopoulos, Cathrin Kitty Kyriakopoulos, Flora Maria Kyriakopoulou, Orymil and Avgi (sofern diese nicht länger Familienholdcos sind), Alexia Kyriakopoulou, Aikaterini Kyriakopoulou, Paris Kyriakopoulos, George Kyriakopoulos und die endgültigen wirtschaftlich begünstigten der Familienholdcos (sofern einschlägig) sowie deren Treuhänder und Gesellschaften; (e) im Falle des Investors, jeder Investmentfonds (gleich welcher Art), der durch das Rhone Partnership kontrolliert wird oder mit diesem verbunden ist;

jeweils unter Ausschluss jeder Gruppengesellschaft und, im Falle des Investors, unter Ausschluss jeder Portfoliogesellschaft in die der Investor oder eine Mitglied seiner Gesellschaftergruppe zu dem massgeblichen Zeitpunkt investiert hat;

„Tochtergesellschaft“ hat die diesem Begriff in der Definition der Holdinggesellschaft zugeschriebene Bedeutung.“

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische und deutsche Sprache versteht und spricht, stellt fest, dass auf Anfrage der Erschienenen die gegenwärtige Urkunde in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Anfrage der Erschienenen und im Falle von Unterschieden zwischen der deutschen und der englischen Fassung ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Esch/Alzette, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: Gillot, Antonescu, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 juin 2013. Relation: EAC/2013/7320. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013086408/1752.

(130107177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

Capital Sports Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 140.271.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2013.

Référence de publication: 2013068882/11.

(130085608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

R.C.C. Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 43.813.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg, le 24 mai 2013

Le siège social de la société est fixé au 11, Rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

Monsieur DE BERNARDI Alexis, licencié en sciences économiques, né le 13 février 1975 à Luxembourg, Madame Sophie ERK, employée privée, née le 15 décembre 1974 à Thionville (France), domiciliée professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, et Monsieur Jacopo ROSSI, employé privé, né le 20 avril 1972 à San Dona di Piave (Italie), domicilié professionnellement au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, sont nommés administrateurs pour une période de trois ans. Monsieur Alexis DE BERNARDI est nommé Président du Conseil d'administration pour toute la durée de son mandat d'administrateur. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Monsieur Robert REGGIORI, expert-comptable, né le 15 novembre 1966 à Metz (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé commissaire aux comptes pour une période de trois ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2016.

Pour extrait sincère et conforme
R.C.C. VENTURES S.A.
Alexis DE BERNARDI
Administrateur

Référence de publication: 2013067933/23.

(130083118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Swiss Life REIM (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 171.124.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle tenue le 30 avril 2013

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en Avril 2014, les mandats d'Administrateurs de Messieurs Frédéric BOL, Jean-Pierre GRIMAUD, Marcel FINKER, Stephan ILLSINGER, Beat REICHEN et Martin SIGNER

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en Avril 2014, en qualité de Réviseur d'Entreprises Agrée, PricewaterhouseCoopers Société Coopérative, résidant professionnellement au 400, Route d'Esch, L-1471, Luxembourg, Luxembourg.

Nomination de Monsieur Beat HUBACHER en qualité d'administrateur au sein du conseil d'administration L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires nomme, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en Avril 2014, Monsieur Beat HUBACHER en qualité d'administrateur, résidant professionnellement au 40, General-Guisan-Quai, 8022 Zurich, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013067972/19.

(130083147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Sabadell BS Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 65.496.

Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 mai 2013

L'Assemblée Générale renomme:

- José Antonio PÉREZ ROGER, Président;
- Gonzalo BARETTINO COLOMA, Administrateur;
- Natalia DOMINGUEZ FERRER, Administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

L'Assemblée Générale renomme comme réviseur d'entreprises agréé:

- PricewaterhouseCoopers.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013067976/19.

(130083430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Alpcot Active, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 156.302.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 10 mai 2013

L'assemblée générale ordinaire a décidé de:

- ratifier la cooptation de Monsieur Björn Lindström avec effet au 29 janvier 2013 et de renouveler les mandats d'administrateurs de tous les membres actuels du conseil d'administration pour une période prenant fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2014, de sorte que le conseil d'administration de la Société se compose des personnes suivantes:

* Monsieur Anders Malcolm avec adresse professionnelle à L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen, président du conseil d'administration

* Monsieur Olivier Scholtes avec adresse professionnelle à L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen

* Monsieur Jacques Elvinger avec adresse professionnelle à L-2014 Luxembourg, 2, place Winston Churchill

* Monsieur Björn Lindström avec adresse professionnelle à Berkeley Square House, Berkeley Square, UK-London W1J 6BR

renouveler le mandat de réviseur indépendant d'entreprises de PricewaterhouseCoopers, société coopérative. Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068090/22.

(130084553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

AIG European Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 37.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 82.549.

—
EXTRAIT

En vertu des résolutions circulaires de l'associé de la Société datées du 28 mai 2013, il a été décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Benoit Bauduin en tant que gérant de la Société, et ce avec effet au 28 mai 2013;
- de nommer Mlle Bouchra Akhertous, née le 08 octobre 1974 à Mont-Saint-Martin, avec adresse professionnelle au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, gérant de la Société, et ce avec effet au 28 mai 2013 et pour une durée indéterminée.

Le Conseil de Gérance se compose dès lors comme suit:

- Philippe Salpetier
- Brenda Monaghan
- Bouchra Akhertous
- Lucy McIntyre

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

Bouchra Akhertous

Mandataire

Référence de publication: 2013068805/23.

(130085487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Heswall Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 166.845.

—
EXTRAIT

1. Suite à la cession de parts intervenue en date du 29 mai 2013 en entre Monsieur HJORLEIFUR JAKOBSSON et Madame HJORDIS ASBERG, les 100 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- Monsieur HJORLEIFUR JAKOBSSON résidente Chemin de la Jacque, 41 CH-1093 La Conversion, détient 50 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125 chacune.
- Madame HJORDIS ASBERG résidente Chemin de la Jacque, 41 CH-1093 La Conversion, détient 50 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125 chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 29 mai 2013.

Référence de publication: 2013069090/18.

(130085604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.
